

REVUE UBA

مجلة اتحاد المطارف العربية

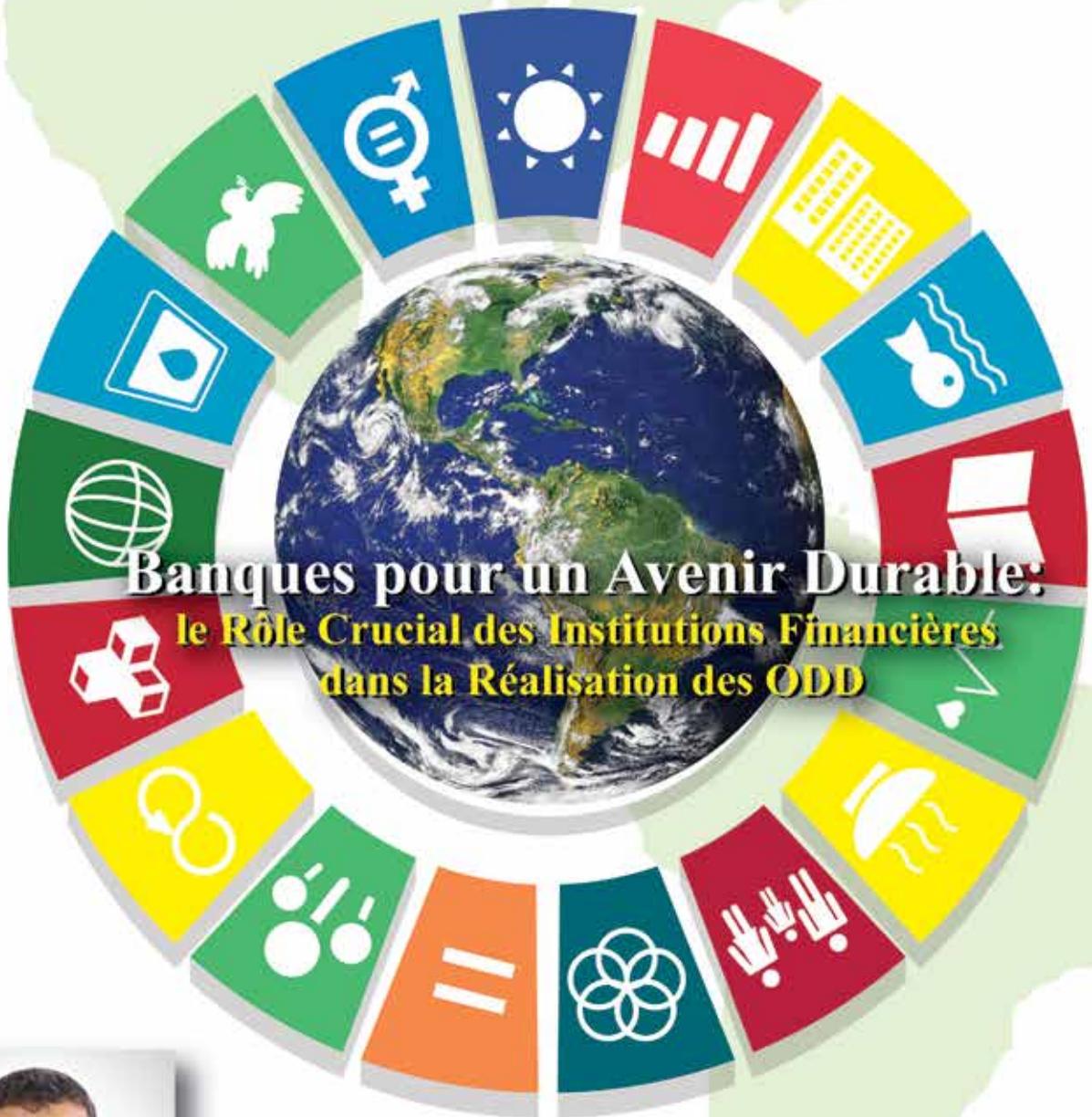
Juin / 2024 No.4

www.uabonline.org



Les Défis de l'Atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD) :

Conférence de l'UBA au Bureau des Nations Unies à Genève



**Banques pour un Avenir Durable:
le Rôle Crucial des Institutions Financières
dans la Réalisation des ODD**



Dr. Abdelilah Belatik

Le Secrétaire Général du Conseil Général des Banques et des Institutions Financières Islamiques (CIBAFI).

Horizons Durables : Naviguer dans la Finance Islamique avec CIBAFI

Financial expertise on a larger scale

Ranked as one of the world's
best banks

- Forbes



WORLD'S
BEST BANKS

Forbes
2023

qnb.com

LES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'UNION DES BANQUES ARABES



Mohamed Eltreby
Président du conseil
d'administration (*Egypte*)



Dr. Joseph Torby
Président du comité exécutif
Liban



Abdilmohsen Al-Fares
Vice-Président du conseil
d'administration,
Vice-Président du comité exécutif,
Arabie Saoudite



Dr. Wissam H. Fattouh
Secrétaire Général



Abdulla Mubarak Al Khalifa
Qatar



Othman Benjelloun
Maroc



Adnan Ahmed Yousif
Bahreïn



**Sheikh Mohammad Al-
Jarrah Al-Sabah** (*Koweït*)



Abdel Hakim EL Ojeily
Sultanat d'Oman



Ziyad Khalaf Abed
Irak



Abdul Razzaq Al Tarhouni
Libye



Bassem EL Salem
Jordanie



Naji Ghandari
Tunisie



Mahmoud El Chawa
Palestine



Ahmed Ali Ben Sankar
Yémen



Raghed Gergy Maasab
Syrie



Tarek Fayed
Les Banques Communes



**El Hanchi Ould
Mohamed Saleh**
Mauritanie



Lazhar Latreche
Algérie



Abbas Abdullah Abbas
Soudan



Emirats Arabes Unis



Fonds Monétaire Arabe
Membre observateur



STB
EVERYWHERE



**L'UNIVERS
DIGITAL STB**

I ndex

7. Le mot du Secrétaire Général de l'UBA

Le rôle essentiel des banques dans la réalisation des Objectifs de Développement Durable :
Défis et opportunités

• *Thème de couverture*

8. Le rôle des banques dans la promotion des objectifs de développement durable 2030 dans le monde. Une pierre angulaire des efforts pour réaliser un avenir plus durable et équitable.

14. Impact des Pratiques Bancaires sur le développement durable.



Dossiers spéciaux

19. Perspectives réglementaires du Golfe.

25. **Notation de la France** : Le déficit public inquiète.

Entrevue

31. **Dr. Abdelilah Belatik**,
Secrétaire Général du Conseil
Général des Banques et
Institutions Financières
Islamiques (CIBAFI).



Articles

47. Le leadership de la ligue des Etats Arabes dans la Finance Durable : **Stratégies, Partenariats et Défis.**



51. Avancer les objectifs de Développement durable grâce à des solutions innovantes chez HEDERA

54. Financement des Objectifs de Développement Durable (ODD) : le rôle et les contributions de l'ONU

59. **Banque de l'Habitat :**
47 années d'engagement indéfectible en faveur de l'accès durable au logement



Actualités

62. Oman publie un cadre de finance durable dans le secteur financier
63. La Tunisie face à des défis économiques : l'énergie renouvelable comme clé de reprise.
65. Saudi Awwal remporte le prix de la Meilleures Banque pour l'ESG pour la deuxième année consécutive : un engagement durable récompensé.

Activités de l'UBA

66. Sommet Bancaire Annuel arabe international (IABS 2024), Istanbul –Turquie



71. Conférence sur les défis de la réalisation des Objectifs de Développement Durable (ODD), les 25 et 26 juin 2024 au bureau des Nations Unies à Genève.
74. Conférence Bancaire Arabe 'Les exigences du Développement Durable et le Rôle des Banques', 10 -11 Septembre, Doha, Qatar.



Dr. Wissam Hassan Fattouh
Secrétaire Général
Union des Banques Arabes

Le Rôle Essentiel des **Banques dans la Réalisation des** **Objectifs de Développement** **Durable :**

«**Défis et Opportunités**»

C'est avec un immense plaisir que je vous adresse cette nouvelle édition de notre revue UBA. En cette période où les enjeux économiques, sociaux et environnementaux sont plus que jamais au cœur des préoccupations mondiales, il est impératif pour notre secteur bancaire de se positionner en tant qu'acteur essentiel dans la réalisation des Objectifs de Développement Durable (ODD). C'est dans cette optique que nous avons décidé de consacrer ce numéro à explorer le rôle fondamental des banques dans l'atteinte de ces objectifs ambitieux, ainsi que les défis auxquels nous sommes confrontés.

Les ODD représentent un cadre universellement reconnu pour guider nos actions vers un avenir plus durable, équitable et prospère pour tous. En tant qu'institutions financières, les banques ont un rôle crucial à jouer dans la mobilisation des ressources, la promotion de l'inclusion financière, le financement de projets durables et la gestion des risques liés aux défis émergents tels que le changement climatique, la pauvreté et les inégalités.

Dans ce dossier spécial, nous explorerons de manière approfondie les différentes façons dont les banques peuvent contribuer à la réalisation des ODD, en mettant en lumière les meilleures pratiques, les initiatives novatrices et les collaborations fructueuses. Nous aborderons également les défis auxquels nous sommes confrontés dans ce parcours, qu'il s'agisse des contraintes réglementaires, des risques financiers ou des obstacles culturels.

Nous espérons que cette édition de la revue UBA servira de plateforme d'échange et de réflexion, stimulant ainsi des discussions constructives et des actions concrètes pour un avenir meilleur. En unissant nos efforts et en mobilisant nos ressources, nous pouvons surmonter les défis actuels et créer un impact positif durable pour les générations futures.

Je vous invite donc à explorer les pages de cette revue avec intérêt et engagement, et à contribuer activement à la construction d'un avenir plus juste et plus prospère pour tous.

Le rôle des banques dans la promotion des objectifs de développement durable 2030 dans le monde

Une pierre angulaire des efforts pour réaliser un avenir plus durable et équitable



À notre époque, où l'humanité fait face à des défis complexes, l'importance des banques en tant qu'acteurs clés de l'économie mondiale devient de plus en plus évidente. Ces institutions financières possèdent une capacité unique à orienter les investissements et à financer des projets qui favorisent la croissance économique tout en prenant en compte les aspects environnementaux et sociaux. Les banques jouent également un rôle crucial dans la création de nouveaux emplois, le soutien aux technologies propres et aux énergies renouvelables.

Elles développent des produits et services financiers qui répondent aux besoins du développement durable, tels que les obligations vertes et les prêts destinés à des projets d'amélioration de l'efficacité énergétique et

de préservation des ressources naturelles. De plus, les banques intègrent la responsabilité sociale des entreprises et les normes de bonne gouvernance, renforçant ainsi la transparence et la responsabilité dans leurs opérations.

D'un autre côté, le rôle éducatif et de sensibilisation que jouent les banques n'est pas moins important. Elles s'efforcent d'accroître la prise de conscience de l'importance du développement durable parmi leurs clients et les communautés dans lesquelles elles opèrent.

Grâce à l'éducation financière, les banques aident les individus et les entreprises à prendre des décisions d'investissement éclairées qui favorisent la durabilité environnementale et sociale.

En outre, elles travaillent à renforcer la coopération avec les gouvernements, les organisations non gouvernementales et les institutions internationales pour soutenir les politiques et les initiatives visant à atteindre les objectifs de développement durable.

Cette collaboration multilatérale génère un impact plus significatif et élargit la portée des

efforts déployés pour construire un avenir plus durable.

Ainsi, les banques jouent un rôle essentiel dans l'équilibre entre la croissance économique, la préservation de l'environnement et la promotion de la justice sociale, faisant d'elles des partenaires indispensables dans la progression mondiale vers le développement durable.

La concrétisation de l'ODD 4

Assurer une éducation de qualité, inclusive et équitable et promouvoir des opportunités d'apprentissage tout au long de la vie pour tous

L'Objectif de développement durable 4 des Nations Unies, vise à assurer à tous une éducation équitable, inclusive et de qualité, et des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie. Cet objectif reflète la reconnaissance du rôle fondamental de l'éducation dans le développement durable, en tant que pilier de la justice sociale, de l'amélioration de la qualité de vie et de l'élargissement des opportunités économiques pour les individus à travers le monde.

Promouvoir l'éducation englobe plusieurs aspects, notamment l'amélioration de l'accès à une éducation primaire et secondaire de qualité pour tous, y compris les filles, les enfants des zones rurales et les groupes marginalisés, ainsi que la fourniture de services d'éducation précoce et de garde d'enfants. Il comprend également le renforcement des opportunités d'apprentissage professionnel et technique, de l'enseignement supérieur et de l'éducation des adultes, en mettant l'accent sur les compétences nécessaires pour favoriser le développement durable.

Dans cette optique, les banques et les institutions financières peuvent jouer un rôle crucial dans la réalisation de cet objectif en participant à diverses initiatives, notamment :

- **Financement des projets éducatifs** : Les banques peuvent octroyer des prêts ou des financements

pour la construction et l'amélioration des infrastructures éducatives telles que les écoles et les universités, ainsi que pour les projets visant à améliorer l'accès à une éducation de qualité dans les zones reculées ou défavorisées.

- **Soutien aux programmes éducatifs et aux bourses d'études** : En offrant des bourses aux étudiants issus de milieux défavorisés ou aux plus méritants qui pourraient rencontrer des difficultés financières, contribuant ainsi à offrir des opportunités d'éducation de qualité pour tous. De même, en soutenant les programmes éducatifs qui renforcent les compétences numériques et technologiques, indispensables dans l'économie mondiale en évolution.

- **Partenariats avec les institutions éducatives** : Établir des partenariats avec les écoles, les universités et d'autres institutions éducatives pour développer des programmes éducatifs qui renforcent les compétences nécessaires sur le marché du travail, aidant ainsi les étudiants à passer en douceur de l'éducation à l'emploi.

- **Utilisation de la technologie pour améliorer l'éducation** : Fournir un soutien financier pour développer des plateformes d'apprentissage en ligne et à distance, élargissant ainsi l'accès à une éducation de qualité, notamment dans des circonstances où l'accès à l'éducation traditionnelle est limité, comme pendant la pandémie de COVID-19.

- Promotion de la littératie financière et de l'éducation : En développant et en soutenant des programmes d'éducation financière pour les enfants et les jeunes, contribuant ainsi à la construction d'une société financièrement responsable et capable de prendre des décisions financières éclairées.
- Investissement dans la recherche et le développement : Financement de recherches

et d'initiatives visant à améliorer la qualité de l'éducation et les résultats d'apprentissage, y compris le développement de nouvelles méthodes et technologies éducatives innovantes.

En adoptant ces mesures, les banques et les institutions financières peuvent contribuer de manière significative à la réalisation du quatrième objectif de développement durable et à garantir à tous l'accès à une éducation de qualité.

La concrétisation DE L' ODD 8

Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous

Le huitième objectif des Objectifs de développement durable, intitulé «Travail décent et croissance économique», vise à promouvoir une croissance économique durable et inclusive, un emploi productif et plein ainsi que la fourniture d'un travail décent pour tous.

Pour atteindre cet objectif, plusieurs sous-objectifs ont été identifiés, notamment la promotion d'une croissance économique durable en visant un taux de croissance économique annuel d'au moins 7 % dans les pays en développement et en améliorant la productivité mondiale grâce à la diversification, la technologie et l'innovation, ainsi que la réalisation d'un emploi plein et productif, et le renforcement des politiques de travail décent, l'amélioration du milieu de travail, la promotion du dialogue social, et la réduction du chômage.

D'autre part, les banques et les institutions financières jouent un rôle crucial dans la réalisation du huitième objectif de développement durable. Leur contribution peut être résumée dans plusieurs domaines clés :

- Financement des petites et moyennes entreprises : Les banques fournissent un soutien financier aux petites et moyennes entreprises, qui sont un pilier de la croissance économique et de

la création d'emplois. Grâce à des prêts et des services financiers, ces entreprises sont aidées à se développer et à innover, ce qui entraîne la création de nouveaux emplois et le soutien du travail décent.

- Promotion de l'innovation et de la recherche et développement : Les banques peuvent financer des projets axés sur l'innovation et la recherche et développement dans divers secteurs. Cela renforce à son tour la productivité et la croissance économique, et contribue à la création d'emplois de qualité.

- Soutien aux startups et à l'entrepreneuriat : Les banques jouent un rôle clé dans la fourniture du capital nécessaire aux startups et aux entrepreneurs, ce qui encourage l'innovation et crée de nouvelles opportunités d'emploi.



- Amélioration de l'inclusion financière : En fournissant des services financiers aux personnes qui n'en avaient pas auparavant, notamment dans les zones rurales et pour les groupes marginalisés, les banques contribuent à améliorer l'inclusion financière, soutenant ainsi la croissance économique et réduisant la pauvreté.
- Financement des infrastructures durables : Les banques peuvent soutenir des projets d'infrastructures qui favorisent une croissance

économique durable et créent de nouveaux emplois, tels que les projets d'énergie renouvelable et de transports publics.

- Promotion de pratiques commerciales durables : Les banques peuvent encourager les entreprises à adopter des pratiques durables en orientant les investissements vers des projets respectueux de l'environnement et de la société. Cela soutient une croissance économique durable et crée des emplois dans les industries vertes.

La concrétisation DE L' ODD 10

Réduire les inégalités entre les pays et en leur sein

Le dixième ODD appelle les pays à adapter leurs politiques et législations afin d'accroître les revenus de la part des 40 % les plus pauvres ainsi que de réduire les inégalités salariales qui seraient basées sur le sexe, l'âge, le handicap, l'origine sociale ou ethnique, l'appartenance religieuse. Ce notamment en encourageant la représentation des pays en développement dans la prise de décisions de portée mondiale.

L'ODD 10 est crucial pour instaurer un monde plus juste et équitable. Les banques et les institutions financières jouent un rôle clé dans la réalisation de cet objectif à travers plusieurs moyens :

Premièrement, elles renforcent l'inclusion financière en élargissant l'accès aux services financiers pour les personnes défavorisées, y compris les pauvres, les femmes, les jeunes et les personnes handicapées, les aidant ainsi à s'autonomiser économiquement et à réduire les inégalités.

Deuxièmement, elles fournissent un financement abordable en offrant des prêts à des conditions avantageuses pour les projets ciblant les groupes marginalisés ou les zones défavorisées, contribuant ainsi à créer des opportunités économiques et à réduire les écarts sociaux et économiques.



Troisièmement, elles soutiennent les projets sociaux et environnementaux en finançant des initiatives ayant un impact positif sur la société ou l'environnement, comme les énergies renouvelables et les améliorations des infrastructures dans les communautés défavorisées.

Quatrièmement, en adoptant des critères d'investissement responsables et en tenant compte des aspects sociaux, environnementaux et de gouvernance dans les décisions d'investissement, elles encouragent les entreprises à adopter des pratiques plus durables et équitables.

Cinquièmement, en développant des produits financiers innovants et en créant des solutions financières adaptées aux besoins des groupes marginalisés, elles favorisent le développement économique durable, avec des instruments tels

que les obligations vertes et sociales.

Sixièmement, en contribuant à réduire les écarts entre les pays grâce à des financements de projets dans les nations en développement et en soutenant des initiatives visant à atténuer les disparités, comme le financement des infrastructures, de l'éducation et de la santé.

Septièmement, elles renforcent une gouvernance éclairée en promouvant la transparence et en luttant contre la corruption grâce à des normes strictes de gouvernance et de divulgation financière.

Grâce à ces multiples rôles et initiatives, les banques et les institutions financières peuvent jouer un rôle significatif dans la réalisation du dixième objectif des Objectifs de développement durable, contribuant ainsi à édifier des sociétés plus justes et équitables.

La concrétisation DE L'ODD 13

Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions

Le treizième objectif vise à renforcer la résilience et la capacité d'adaptation des pays face aux aléas et catastrophes climatiques avec un focus sur le renforcement des capacités des pays les moins avancés et des petits États insulaires en développement. Dans cette perspective, les banques et les institutions financières jouent un rôle essentiel pour atteindre cet objectif à travers plusieurs axes :

- **Financement de projets écologiques et durables** : En orientant les investissements, les banques peuvent promouvoir le financement de projets et de technologies respectueux de l'environnement, tels que les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique et les infrastructures durables. Par le biais de prêts et de financements, elles contribuent à soutenir des initiatives réduisant les émissions de carbone et favorisant la durabilité.
- **Investissement responsable et durable** : En intégrant des critères environnementaux,

sociaux et de gouvernance dans leurs décisions d'investissement afin de soutenir des projets ayant un impact positif sur l'environnement. Elles réduisent également les risques en analysant les impacts du changement climatique et en les intégrant dans l'évaluation des risques d'investissement pour limiter l'exposition aux actifs à haut risque en carbone.

- **Développement de produits et services financiers innovants** : Par exemple, en émettant ou en investissant dans des obligations vertes soutenant des projets environnementaux, ou encore en proposant des produits d'assurance couvrant les risques liés au changement climatique.
- **Transparence et divulgation** : En renforçant la transparence en divulguant les risques climatiques et l'empreinte carbone des portefeuilles d'investissement, ainsi qu'en publiant des rapports de durabilité démontrant l'engagement des banques dans la lutte contre le changement climatique.

- Sensibilisation et éducation : Organisation de campagnes et de programmes de sensibilisation destinés aux clients et aux employés sur l'importance de lutter contre le changement climatique et sur les moyens d'y contribuer. Collaboration avec les gouvernements, les ONG et les entreprises pour renforcer les efforts de

lutte contre le changement climatique.

En adoptant ces stratégies, les banques et les institutions financières peuvent jouer un rôle décisif dans le soutien aux efforts mondiaux de lutte contre le changement climatique et dans la réalisation du treizième objectif de développement durable.

L'impact de l'autonomisation des femmes arabes sur les objectifs de développement durable.

L'autonomisation des femmes est un pilier essentiel des objectifs de développement durable visant à créer un avenir meilleur et plus durable pour tous.

Ce processus ne se limite pas uniquement à l'objectif 5, qui vise à promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation de toutes les femmes et filles, mais s'étend également à tous les autres objectifs, car la réalisation de l'égalité des sexes peut accélérer les progrès vers la réalisation des autres objectifs.

Cet objectif comprend plusieurs sous-objectifs visant à mettre fin à toutes les formes de discrimination à l'égard de toutes les femmes et filles, partout dans le monde, à éliminer toutes les formes de violence à leur encontre dans les secteurs public et privé, ainsi qu'à éradiquer

toutes les pratiques préjudiciables telles que le mariage précoce, le mariage forcé et les mutilations génitales féminines. Il vise également à garantir la participation pleine et effective des femmes et l'égalité des chances pour elles dans la vie politique, économique et publique.

Dans ce contexte, l'autonomisation des femmes se croise avec tous les autres objectifs. Par exemple, elle se lie à l'objectif 1 (éliminer la pauvreté), car l'amélioration de la situation économique des femmes est un facteur important de réduction de la pauvreté générale. De même, elle s'associe à l'objectif 3 (bonne santé et bien-être), incluant les droits en matière de santé sexuelle et reproductive des femmes, et à l'objectif 4 (éducation de qualité), où la promotion de l'éducation des filles favorise l'égalité des chances. De plus, elle est liée à l'objectif 8 (travail décent et croissance économique), qui comprend la promotion de l'emploi féminin et de l'entrepreneuriat, et à l'objectif 10 (réduction des inégalités au sein et entre les pays), y compris celles de genre. En outre, elle s'inscrit dans l'objectif 11 (villes et communautés durables), en favorisant la participation égale des femmes à la planification et à la prise de décision, et dans l'objectif 13 (action climatique), où les femmes jouent un rôle central dans l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets.



Étude préparée par le Département de Recherche de l'UBA

Impact des pratiques bancaires sur le développement durable



Introduction

« Les banques ont un rôle crucial à jouer dans la promotion du développement durable, en orientant les investissements vers des projets qui façonnent un avenir plus équitable et viable pour tous. »

Dans le contexte des défis globaux grandissants tels que le changement climatique, la pauvreté et les disparités socio-économiques croissantes, le rôle des banques et des institutions financières est devenu central dans l'orientation des investissements vers des projets et des activités soutenant les objectifs du développement durable.

La contribution des banques à la promotion du développement durable constitue le pilier des efforts visant à façonner un avenir plus équitable et viable. À une époque où l'humanité est confrontée à des défis complexes, les banques

jouent un rôle crucial en tant qu'acteurs clés de l'économie mondiale, leur conférant une capacité unique à canaliser les investissements et à financer des projets qui favorisent la croissance économique tout en prenant en compte les dimensions environnementales et sociales.

En outre, les banques contribuent à la création d'emplois et à l'appui aux technologies propres et aux énergies renouvelables, tout en développant des produits et services financiers répondant aux exigences du développement durable, tels que les obligations vertes et les prêts destinés à améliorer l'efficacité énergétique et à préserver les ressources naturelles. Par ailleurs, les banques ont progressivement intégré la responsabilité sociale des entreprises et les normes de gouvernance, renforçant ainsi la transparence et la responsabilité dans leurs pratiques opérationnelles.

2. L'impact des pratiques bancaires durables sur l'économie mondiale

« Les pratiques bancaires durables sont essentielles pour renforcer la stabilité financière, encourager les investissements verts et améliorer la qualité de vie, jouant ainsi un rôle crucial dans la réalisation des objectifs de développement durable à l'échelle mondiale. »

Les banques centrales font face aujourd'hui à de nombreux défis qui affectent leur indépendance. Les demandes croissantes de réduction des taux d'intérêt, même prématurément, en sont un exemple. Alors que l'attention se porte sur la restauration de la stabilité des prix, les banques centrales ont pris la bonne décision en resserrant les politiques monétaires, bien que leurs horizons temporels varient. Leur réponse a contribué à maintenir la stabilité des attentes inflationnistes dans la plupart des pays. Les marchés émergents ont été en tête du resserrement monétaire de manière précoce et vigoureuse, renforçant ainsi leur crédibilité.

Les résultats de ces mesures prises par les banques centrales se manifestent par une diminution de l'inflation à des niveaux gérables. Leur succès jusqu'à présent est largement attribuable à l'indépendance et à la crédibilité que de nombreuses banques centrales ont bâties au fil des décennies. Selon les estimations du Fonds Monétaire International (FMI), l'inflation mondiale devrait diminuer de 6,8 % en 2023 à 5,9 % en 2024 et à 4,5 % en 2025, les économies avancées atteignant plus rapidement leurs niveaux d'inflation ciblés par rapport aux marchés émergents et aux économies en développement.

Les impacts des pratiques bancaires durables sur l'économie mondiale se manifestent dans plusieurs aspects clés. Premièrement, ces pratiques contribuent à améliorer la stabilité

financière en renforçant la transparence et la responsabilité. Les banques adoptant des normes de durabilité sont moins sujettes aux crises financières grâce à leur capacité accrue à évaluer et à gérer les risques environnementaux et sociaux. Deuxièmement, elles encouragent l'investissement dans les projets verts, favorisant ainsi la croissance économique verte et aidant à lutter contre le changement climatique. En finançant les énergies renouvelables, l'efficacité des ressources et les infrastructures respectueuses de l'environnement, les banques durables apportent le soutien nécessaire pour réaliser un développement économique durable.

Les pratiques bancaires durables stimulent également l'innovation et la technologie en finançant des projets novateurs et des nouvelles technologies qui améliorent l'efficacité et réduisent les coûts à long terme, tout en générant des bénéfices environnementaux. De plus, ces pratiques encouragent la responsabilité sociale des entreprises, améliorant ainsi leur réputation et attirant davantage de clients et d'investisseurs qui préfèrent interagir avec des institutions socialement et écologiquement responsables.

Dans ce même cadre, en orientant les ressources financières vers les secteurs soutenant les objectifs de développement durable des Nations Unies, les banques durables jouent un rôle crucial dans la réalisation de ces objectifs à l'échelle mondiale.

Enfin, ces pratiques contribuent à améliorer la qualité de vie en soutenant des projets axés sur le développement durable, ce qui renforce la santé publique, crée des opportunités d'emploi et améliore l'accès aux services essentiels tels que l'éducation et les soins de santé. En conclusion, les pratiques bancaires durables sont un outil efficace pour réaliser une croissance économique inclusive et durable, générant des bénéfices à long terme pour l'économie mondiale et la société dans son ensemble.

3. Comment les banques arabes contribuent-elles à la réalisation des objectifs de développement durable ?

« Les banques arabes jouent un rôle essentiel dans la réalisation des objectifs de développement durable en promouvant l'inclusion financière, le financement vert, le soutien aux PME et les solutions financières innovantes, contribuant ainsi à une croissance économique durable et résiliente dans la région. »

Les banques arabes jouent un rôle déterminant dans la promotion du développement durable dans la région grâce à diverses initiatives et stratégies. Ces efforts sont alignés avec des objectifs nationaux et internationaux plus vastes, tels que les Objectifs de Développement Durable (ODD) et les visions nationales pour une croissance durable. Les contributions des banques à la promotion du développement durable se manifestent à travers les axes suivants :

A. Inclusion financière et épargne : Les banques centrales arabes accordent une importance capitale à l'inclusion financière en tant que pilier du développement durable. En encourageant l'épargne et en élargissant l'accès aux services financiers, elles visent à renforcer la stabilité économique et à favoriser le développement. Des

initiatives telles que la Journée arabe de l'inclusion financière mettent l'accent sur la création de produits d'épargne adaptés aux besoins variés de la société et l'utilisation des services financiers numériques pour étendre l'accès financier à un plus grand nombre de personnes.

B. Financement vert et durable : De nombreuses banques arabes ont intégré des pratiques de financement vert pour soutenir la durabilité environnementale. Par exemple, le secteur bancaire égyptien a incorporé le financement durable dans ses opérations, guidé par les réglementations de la Banque Centrale d'Égypte. Cela inclut le financement de projets d'énergie renouvelable, de transport propre et d'autres initiatives écologiques.

Les banques égyptiennes s'efforcent de s'aligner sur la vision «Égypte 2030», qui vise une augmentation significative des investissements verts.

C. Soutien aux petites et moyennes entreprises (PME) et aux industries locales : Les banques arabes se concentrent également sur le soutien aux PME et aux industries locales, qui sont cruciales pour la diversification économique et la création d'emplois. En fournissant des produits financiers sur mesure et en favorisant la transformation numérique, les banques visent à



renforcer la compétitivité et la résilience de ces secteurs. Cette approche favorise non seulement la croissance économique, mais assure également un développement plus inclusif et durable.

D. Solutions financières innovantes : Les banques arabes adoptent de plus en plus des mécanismes financiers innovants pour soutenir le développement durable. Cela inclut le développement de nouvelles opportunités d'investissement, l'amélioration de l'efficacité de l'allocation des investissements et la proposition de solutions de financement alternatives.

Ces innovations aident à mobiliser des ressources pour des projets durables et à créer de nouveaux emplois, contribuant ainsi à la stabilité et à la croissance économique à long terme.

Grâce à ces efforts multiformes, les banques arabes ne se contentent pas de répondre aux besoins financiers immédiats, mais ouvrent également la voie à un avenir économique plus durable et résilient. Elles jouent un rôle essentiel dans la réalisation des objectifs de développement durable, en soutenant les initiatives qui favorisent la croissance économique, la protection de l'environnement et l'inclusion sociale.

4. Alignement des stratégies des banques arabes avec les Objectifs de Développement Durable

« Les banques arabes jouent un rôle essentiel dans la promotion du développement durable en intégrant des normes ESG dans leurs politiques d'investissement, en développant des produits financiers verts, en renforçant l'inclusion financière et en réduisant leur empreinte carbone, contribuant ainsi à un avenir économique plus durable et résilient. »

Les banques arabes jouent un rôle essentiel dans la promotion du développement durable dans la région en adoptant des stratégies innovantes

alignées sur les Objectifs de Développement Durable (ODD).

Parmi ces stratégies, on trouve l'intégration des normes de durabilité dans leurs politiques d'investissement à travers l'adoption de politiques d'investissement responsable prenant en compte les facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG).

Cela inclut principalement le financement de projets visant à réduire les émissions de carbone ou à améliorer l'efficacité de l'utilisation des ressources.

Les banques arabes développent également des produits financiers verts, tels que les obligations vertes et les sukuk verts, utilisés pour collecter des fonds pour des projets environnementaux et durables. Ces instruments financiers sont non seulement utiles pour financer des projets écologiques, mais attirent également les investisseurs intéressés par des investissements responsables et durables. Par exemple, les Émirats arabes unis ont dominé le marché des obligations vertes régionales avec une valeur de 10,7 milliards de dollars en 2023, représentant environ 45% des émissions totales régionales, tandis que l'Arabie Saoudite représentait 32% du volume total des émissions régionales, avec une augmentation de 69% par rapport à l'année précédente.

En outre, les banques arabes renforcent l'inclusion financière en étendant leurs services aux populations marginalisées et démunies.

Cela comprend la fourniture de services financiers innovants tels que le microfinancement et la technologie financière, facilitant ainsi l'accès aux services financiers et améliorant l'inclusion financière, ce qui favorise le développement économique et social. Selon les statistiques de la Banque mondiale de 2021, le pourcentage d'adultes dans la région arabe épargnant dans des institutions financières officielles est passé de 6% en 2011 à 10% en 2021. Malgré ces progrès,



il existe encore de grandes opportunités pour les institutions financières et bancaires d'améliorer l'accès aux produits d'épargne dans les communautés arabes et de cibler les populations défavorisées et les zones prometteuses en adoptant des politiques appropriées.

Enfin, il est important de mentionner l'adoption par les banques arabes d'initiatives visant à réduire l'empreinte carbone de leurs opérations en améliorant l'efficacité énergétique de leurs locaux et en utilisant des ressources renouvelables. Cela inclut l'installation de systèmes solaires dans les succursales bancaires ou l'utilisation de technologies intelligentes pour réduire la consommation d'énergie.

De plus, les banques arabes cherchent à renforcer les partenariats avec les gouvernements et les organisations non gouvernementales pour soutenir la durabilité. Ces partenariats visent à

soutenir des initiatives axées sur l'éducation, la santé, les infrastructures durables et à fournir un soutien financier et technique aux projets.

Grâce à ces efforts diversifiés, les banques arabes ne se contentent pas de répondre aux besoins financiers immédiats, mais ouvrent également la voie à un avenir économique plus durable et résilient. Elles jouent un rôle essentiel dans la réalisation des ODD en soutenant les initiatives qui favorisent la croissance économique, la protection de l'environnement et l'inclusion sociale.



Étude préparée par le Département de Recherche de l'UBA

Perspectives réglementaires du Golfe

Cet article a été rédigé par James Duncan et Christian Benson, spécialistes des affaires réglementaires et gouvernementales chez **Bloomberg**.



Dans un contexte d'instabilité géopolitique, marqué par des bouleversements technologiques et un climat économique tendu, la région du Golfe amorce des réformes réglementaires afin de renforcer sa présence sur les marchés financiers internationaux et d'émerger comme un pôle d'investissement, d'innovation et d'idées.

L'année 2024 constitue une étape cruciale pour les juridictions du Golfe, alors que ces dernières poursuivent leur programme de réformes visant à mettre en place des normes standardisées et à développer leurs marchés financiers.

L'adoption de nouvelles réglementations comme moteur de la diversification

Reconnu pour ses vastes réserves de pétrole et de gaz, le Golfe s'engage dans un projet de transformation et de diversification économique afin d'assurer une stabilité à long terme et de stimuler l'investissement. Ce processus est également façonné par des changements démographiques d'ampleur, puisque les besoins croissants d'une classe moyenne jeune et éduquée jouent un rôle moteur dans cette évolution.

Par conséquent, les décideurs publics de la

région contribuent au renforcement d'un cadre réglementaire solide pour les marchés de capitaux, dans le but de renforcer la confiance des investisseurs locaux et étrangers. Même si chaque pays adopte des approches et priorités différentes, cet article examine les principales initiatives réglementaires en cours, axées sur les thèmes suivants :

- Commerce et marchés ;
- Finance verte ;
- Finance numérique ;
- Risque, capital et stabilité financière.

Commerce et marchés

Les pouvoirs publics examinent différentes réformes structurelles de marché dans le but de stimuler le commerce et l'investissement dans la région. La protection des investisseurs reste un enjeu central. L'accent est mis sur la garantie de droits pour les investisseurs et le respect de pratiques commerciales équitables. Celles-ci sont perçues comme des éléments essentiels afin d'attirer et maintenir les flux de capitaux.

Le Qatar entreprend un ambitieux programme de réforme de son marché, et ce alors que l'Autorité des marchés financiers cherche à faire évoluer ce dernier pour qu'il soit considéré comme «développé». Dans le cadre du Plan stratégique qatari 2023-2027, le pays se prépare à mettre en place des normes de gouvernance pour les institutions financières, un cadre pour les marchés obligataires et des opportunités pour les entreprises cotées sur les marchés primaire et secondaire. Cette initiative a conduit à l'annonce de règles provisoires concernant les offres, les cotations et les transactions en cours, qui seront bientôt finalisées.

Le trading de produits dérivés suscite un vif intérêt chez les pouvoirs publics qataris, comme en témoigne l'annonce en 2023 de la mise en place d'un nouveau cadre réglementaire pour les dérivés listés par l'Autorité de régulation du Centre financier du Qatar. Le lancement des « Derivatives Markets and Exchanges Rules 2023 » sur les marchés ouvre la voie à la création d'une bourse de produits dérivés, ainsi qu'à une contrepartie centrale de compensation pour garantir le règlement efficace des transactions. Dans cette optique, la Bourse du Qatar s'apprête à introduire une bourse de produits dérivés offrant aux investisseurs la possibilité de négocier des options et contrats à terme sur les actions locales ainsi que sur l'indice boursier du QE.

L'Arabie saoudite a franchi des étapes importantes dans le développement de sa réglementation des marchés de capitaux, et le rythme des réformes devrait se poursuivre en 2024, dans le cadre du plan Vision 2030. Récemment, l'Autorité des marchés de capitaux a approuvé des règles visant à stimuler l'investissement étranger dans les marchés de valeurs mobilières en réduisant les



différences de transparence entre les investisseurs étrangers qualifiés et d'autres catégories d'investisseurs. En parallèle de l'attention portée aux marchés de capitaux actions, l'AMC met également l'accent sur les marchés de capitaux obligataires, en cherchant notamment à nommer une firme comme fournisseur unique d'un système de négociation alternatif pour les certificats d'investissement « sukuk » et les instruments de dette via un processus d'appel d'offres. De nouveaux progrès sont donc à anticiper dans le développement réglementaire des marchés de capitaux obligataires saoudiens.

Finance verte

Alors que la durabilité a été un aspect important des stratégies mises en application dans les pays du Golfe, la finance verte a pris de l'importance dans la région à la suite de la COP28. L'effort de diversification économique a pour objectif de s'assurer que les investisseurs mondiaux soucieux des enjeux environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) ne négligent pas la région dans leurs stratégies d'allocation d'investissement.

Avec la conclusion de la COP28 à la fin de 2023, l'architecture réglementaire de la finance durable

à travers le Golfe prend forme avec une poussée régionale plus large vers l'harmonisation des réglementations.

En tant qu'hôtes de la COP28, les Émirats arabes unis (EAU) ont fait une série d'annonces visant à accélérer la transition vers une économie durable. Par exemple, la Fédération des banques des Émirats arabes unis s'est engagée à mobiliser plus de 250 milliards de dollars américains en financement durable d'ici 2030, conformément au cadre réglementaire de la finance durable annoncé dès l'été 2023. De plus, le Groupe de travail sur la finance durable des EAU a publié sa troisième déclaration publique pendant la COP28. La déclaration vise à mettre l'accent sur trois objectifs pivots ayant pour but d'améliorer la gouvernance d'entreprise. Ces derniers sont axés sur la durabilité, le reporting financier et le développement d'une taxonomie de la finance durable.

En prévision de l'avenir, la Banque centrale de Bahreïn (CBB) a publié fin 2023 de nouvelles exigences de reporting ESG. Ces exigences, qui entreront en vigueur fin 2024, s'appliqueront à un large éventail d'entreprises cotées et d'institutions financières.



Alors que l'Arabie saoudite en est aux prémices de la mise en place d'un cadre personnalisé pour l'ESG, les autorités ont signé un accord l'année dernière, affirmant l'engagement du Royaume à développer une taxonomie ESG et à créer un cadre de reporting plus transparent pour les entreprises cotées. Dans cette dynamique, l'Autorité des marchés financiers d'Arabie saoudite (CMA) travaille sur son plan stratégique 2024-2026, plaçant la durabilité au cœur de ses priorités. Sous la direction de l'Arabie saoudite au sein du Comité des bourses du CCG, le Royaume est idéalement positionné pour promouvoir la sensibilisation à l'ESG dans toute la région.

Parallèlement, alors que la finance islamique continue de se développer, les autorités intègrent les considérations liées à la durabilité dans leurs efforts d'harmonisation du cadre de la finance islamique. Les Émirats arabes unis ont publié des principes directeurs et une feuille de route visant à promouvoir une finance islamique durable. Cela inclut des normes prudentielles, des lignes directrices de transparence et un calendrier précis pour leur mise en œuvre.

Finance numérique

La technologie étant devenue un facteur déterminant pour les investisseurs et contribuant à des transformations économiques d'envergure, la région du Golfe cherche à adopter une approche ouverte pour encourager l'innovation et l'investissement. Par conséquent, de nombreuses initiatives ayant trait à la finance numérique sont déjà à l'œuvre.

Les Émirats arabes unis émergent comme une puissance de l'IA, attirant l'attention des leaders mondiaux, qui voient de plus en plus le pays comme un modèle exemplaire pour l'émergence des idées et des financements nécessaires pour faire face aux changements technologiques en cours. Dans le cadre de sa Stratégie nationale IA 2031, les Émirats ont lancé une série d'initiatives ambitieuses. Celles-ci incluent la création d'un ministère dédié à l'IA et le développement de

Falcon, un modèle de langage open source de grande envergure. Plus récemment, le Département du développement économique d'Abou Dhabi (ADDED) et l'Université d'intelligence artificielle Mohamed bin Zayed (MBZUAI) ont décidé de collaborer pour développer des solutions basées sur l'IA destinées aux petites et moyennes entreprises (PME).

L'Arabie saoudite aspire également à devenir un centre d'investissement majeur pour l'IA, comme l'illustre l'annonce de la création d'un fonds de près de 40 milliards de dollars dédié à ce secteur. Afin d'offrir aux entreprises plus de flexibilité, le Royaume a mis en place des ajustements à ses règles concernant la confidentialité des données, les alignant plus étroitement sur les normes internationales. Les entreprises concernées ont jusqu'au 14 septembre 2024 pour se conformer à ces nouvelles règles. Par ailleurs, le Qatar explore un cadre réglementaire pour l'IA, davantage d'informations sont attendues d'ici la fin de l'année.

La signature par l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis de la «Déclaration de Bletchley» laisse entrevoir un renforcement de la régulation de l'IA dans la région.

En réponse à l'essor des actifs numériques, les autorités adoptent diverses approches. Les Émirats arabes unis se positionnent comme un hub mondial pour les actifs numériques, en créant un cadre réglementaire développé. En particulier, des Émirats comme Dubaï ont pris les devants en établissant le premier régulateur indépendant au monde pour les actifs numériques et en adoptant un cadre réglementaire complet pour les prestataires de services d'actifs virtuels. Le Centre financier international de Dubaï (DIFC) a promulgué sa loi sur les actifs numériques en mars dernier. Celle-ci tient compte des répercussions du nouveau régime d'actifs numériques ainsi qu'un régime de sécurité révisé.

En revanche, certains pays, comme le Qatar ou le Koweït, ont opté pour une approche différente. Par



exemple, le régulateur koweïtien a pris une mesure drastique en juillet 2023 en interdisant tous types de transactions de monnaies virtuelles, y compris les paiements, les investissements et le minage. Dans le même temps, renforcer la résilience opérationnelle et ainsi prévenir les risques de cybersécurité demeure une priorité majeure pour les pays du Golfe. Le plan stratégique du Qatar inclut la mise en place de directives visant à établir un cadre national pour la cybersécurité. L'Autorité nationale de cybersécurité d'Arabie saoudite poursuit ses efforts pour renforcer la préparation cybernétique dans le Royaume.

Risque, capital et stabilité financière

En s'alignant avec l'agenda réglementaire mondial, les régulateurs du Golfe s'engagent à adopter les normes internationales pour consolider la stabilité et la sécurité du secteur financier de la région.

Les Émirats arabes unis ont mis en œuvre plusieurs initiatives visant à renforcer leur conformité aux meilleures pratiques internationales. Tout d'abord, début 2024, le pays a été retiré de la «liste grise» du Groupe d'action financière

(GAFI), réduisant ainsi les risques perçus par la communauté internationale et renforçant la confiance dans le secteur financier émirati. Ensuite, Dubaï cherche à réformer son régime des fonds de crédit privé afin de prendre en compte les évolutions réglementaires mondiales et la demande croissante des investisseurs pour ce type de financement. De plus, la Bourse de Dubaï a récemment lancé une plateforme appelée Arena, visant à stimuler l'activité sur le marché privé. Celle-ci offre aux entreprises familiales, aux entreprises en croissance et aux entreprises privées un accès au capital, tandis que les sociétés de capital-risque peuvent élargir leur base d'investisseurs en proposant des actions sur ce marché. Enfin, les Émirats arabes unis ont mis en place l'Unité de l'Ombudsman (médiateur des plaintes des consommateurs) pour renforcer les droits des consommateurs et résoudre les potentiels litiges.

La mise en œuvre des normes de fonds propres bancaires de Bâle occupe une place centrale au sein de l'agenda financier de la région, alors que les principaux centres financiers mondiaux se préparent à les adopter d'ici 2025.

- L'Autorité monétaire saoudienne (SAMA) a officiellement entamé la mise en œuvre des réformes bancaires de Bâle III à compter du 1er janvier 2023. Des efforts sont également en cours pour garantir un calibrage efficace des modèles de risque.

En parallèle et afin de prendre en compte l'impact de ces réformes, la SAMA a révisé le cadre prudentiel relatif aux risques de capital des banques saoudiennes.

- Malgré la volatilité des prix du pétrole, le secteur bancaire du Qatar est demeuré résilient, bénéficiant d'un stock de capital solide. Le pays a toutefois mis en œuvre les exigences révisées de Bâle III en matière de capital à partir du 1er janvier 2024.

- Dubai Financial Services Authority (DFSA) a ouvert une consultation publique pour recueillir les retours avant de publier des règles définitives visant à mettre en œuvre les normes de Bâle III concernant le crédit bancaire, le risque de contrepartie et le traitement du risque de taux d'intérêt dans les portefeuilles bancaires.

Le développement d'un cadre réglementaire fondé sur le risque pour le secteur de l'assurance constitue une priorité stratégique pour de nombreux pays du Golfe, en conformité avec les pratiques observées dans de nombreuses juridictions mondiales. Les Émirats arabes unis a été le premier pays de la région à mettre en œuvre un modèle basé sur les principes clés de la directive européenne Solvabilité II. Le Qatar s'apprête à faire de même en mettant en œuvre des dispositions similaires, dans le cadre de son dernier plan stratégique.

Dans le cadre de la Vision 2030 du Royaume, l'Autorité saoudienne des assurances a commencé ses opérations en novembre 2023 en tant qu'organe de régulation unifié et indépendant du secteur des assurances. Cette initiative posera les bases d'un cadre réglementaire d'assurance basé sur le risque, reconnu à l'international, alors que l'Arabie saoudite a pour objectif de renforcer son secteur de l'assurance pour soutenir la transformation du pays.



Cet article a été traduit en français par l'éditeur afin d'assurer une accessibilité accrue ; toute divergence entre cette version et l'original en anglais est imputable au processus de traduction et non à l'intention initiale de l'auteur.



Le pays échappe à Fitch et Moody's mais sanctionné par Standard and Poor's.

Notation de la France : Le déficit public inquiète !

Si la France a réussi à garder sa note attribuée par Fitch et Moody's fin avril dernier, elle n'a pas pu échapper à la troisième agence de notation mondiale Standard and Poor's qui a dégradé un mois plus tard sa note de AA à AA-. Un coup dur pour le gouvernement à quelques jours des élections européennes et à quelques semaines des Jeux Olympiques.

Le déficit public a suscité de lourdes pressions qui pèsent sur le gouvernement.

Standard and Poor's a abaissé d'un cran la note de crédit de la France qui était déjà sous perspective en raison de la dérive du déficit public qui s'élevait à 5.5% du PIB en 2023. Le ministre de l'économie Bruno Le Maire affirme de son côté qu'il tiendra la trajectoire visant à revenir sous le 3% du PIB en 2027 selon le pacte de stabilité européen.

Pour Standard and Poor's « cette dégradation de la note de la France reflète notre projection que, contrairement à nos attentes précédentes, la dette publique française en proportion du PIB va augmenter en raison des déficits plus importants que prévus en 2023-2027 », a justifié l'agence américaine de notation dans une analyse accompagnant la note en rappelant que le déficit public français avait été en 2023 « nettement plus

élevé que ce que nous avions prévu.

Standard and Poor's ne croit pas que le déficit sera ramené à 3% du PIB en 2027, comme le gouvernement le prévoit. **Pour cette agence de notation « sans mesures supplémentaires de réduction du déficit budgétaire, nous pensons que les réformes ne seront pas suffisantes pour permettre au pays d'atteindre ses objectifs budgétaires ».**

Le ministre français de l'économie a réagi à la baisse de notation de son pays par cette agence en disant que cette dégradation « n'aura pas d'impact sur le quotidien des français. Nous restons à un niveau de notation très bon. C'est comme si nous étions passés de 18 sur 20 à 17 sur 20 ! Notre dette trouve facilement preneurs sur les marchés.





La France garde une signature de haute qualité, une des meilleurs au monde ». Pour lui, c'est parce que le gouvernement a protégé les français pendant la crise Covid-19 et la crise de l'inflation que la dette a augmenté et que la note se trouve donc sanctionnée. Il confirme que la stratégie budgétaire de la France demeure : « réindustrialiser, atteindre le plein-emploi et tenir notre trajectoire pour revenir sous les 3 % du PIB de déficits en 2027 ».

Une deuxième agence de notation

Dans la vision des autres agences et bien avant le verdict de Standard and Poor's, l'agence Moody's a surpris, tout comme Fitch, la France en maintenant sa note inchangée fin avril dernier, alors que la dette du pays traverse une difficulté inquiétante. En réalité, le gouvernement français ne cachait pas ses inquiétudes que Moody's allait dégrader la note de la France et a anticipé déjà une explosion de la charge de la dette, qui dépasserait les 70 Mds euros en 2027 avec une dette actuelle qui dépasse le 110% du PIB (la dette dépasse 3100 Mds euros en 2024 et multipliée par sept

en vingt ans) et un déficit budgétaire de 5.5% du PIB, alors que la dette ne doit pas dépasser le 60% du PIB et le déficit ne doit pas dépasser le 3% au sens de l'accord de Maastricht. A noter que le déficit a baissé de 6.6%, taux atteint en 2022. Cette situation de l'aggravation du déficit public et de la dette publique de la France pourrait économiquement et politiquement peser sur le pays.

Le ministre de l'économie Bruno Le Maire n'avait pas caché ses inquiétudes avant l'annonce de deux agences de notation Moody's et Fitch et a laissé entendre que sa volonté est de rétablir les finances publiques d'ici 2027.

L'agence de notation américaine Moody's a laissé donc inchangé la note de la France avec perspective stable jugeant le risque de défaut très faible malgré la récente dégradation des finances publiques du pays. La note de La France reste donc inchangée à un niveau Aa2 (équivalent à 18/20 en langage de chiffres). En conséquence, les titres souverains de la France continuent de bénéficier d'un environnement idéal en attirant davantage les investisseurs locaux et étrangers. La note de Moody's maintient la stabilité de la France dans la zone euro en tant que deuxième force économique après l'Allemagne et garde la vision des institutions étrangères en vers la France et notamment les institutions asiatiques qui cherchent d'investir dans les titres français. Le ministre français de l'économie a déclaré prendre acte du maintien de Moody's de sa note.



| MOODY'S | FITCH | STANDARD & POOR'S | RISQUE SUR LONG TERME |
|---------|-------|-------------------|----------------------------|
| Aaa | AAA | AAA | SÉCURITÉ MAXIMALE |
| Aa1 | AA+ | AA+ | HAUTE QUALITÉ |
| Aa2 | AA | AA | |
| Aa3 | AA- | AA- | |
| A1 | A+ | A+ | QUALITÉ MOYENNE |
| A2 | A | A | |
| A3 | A- | A- | |
| Baa1 | BBB+ | BBB+ | QUALITÉ MOYENNE INFÉRIEURE |
| Baa2 | BBB | BBB | |
| Baa3 | BBB- | BBB- | |
| Ba1 | BB+ | BB+ | SPÉCULATIF |
| Ba2 | BB | BB | |
| Ba3 | BB- | BB- | |
| B1 | B+ | B+ | HAUTEMENT SPÉCULATIF |
| B2 | B | B | |
| B3 | B- | B- | |
| Caa | CCC | CCC | MAUVAISE CONDITION |
| Ca | CC | CC | EXTRÊMEMENT SPÉCULATIF |
| C | C | C | AVIS DE MISE EN FAILLITE |
| | | DDD | EN DÉFAUT |
| | D | DD | |
| | | D | |

« Cette décision doit nous inviter à redoubler de détermination pour rétablir nos finances publiques et tenir l'objectif fixé par le président de la république : être sous les 3% de déficit en 2027 ». La stratégie du gouvernement est fondée sur la croissance et plein emploi, les réformes de structure et la réduction des dépenses publiques. La note de la France demeure alors parmi les plus sûres attribuées par Moody's. Pour rappel, Moody's la dernière fois qu'elle a changé sa perspective de stable à négative pour la France remonte à Février 2020 avant la pandémie.

Une troisième agence

L'agence Fitch a laissé aussi en Avril dernier sa note pour la France inchangée à AA- avec perspective stable, avec une différence que Fitch avait dégradé l'année dernière la note souveraine du pays. Dans un communiqué, l'agence de notation Fitch précise que les notes AA- de la France sont étayées « par une économie importante et diversifiée, des institutions fortes et efficaces et une stabilité macro-financière.

« A noter que le niveau élevé de la dette et du déficit budgétaire par rapport au PIB sont souvent un mauvais signal pour les agences de notation afin de noter l'état d'une nation. En ce sens, l'agence Fitch avait laissé entendre dès le début du mois d'Avril 2024 qu'elle ne comptait pas abaisser davantage la note qu'elle a attribué à la France à moins d'un accroissement « conséquent » de la dette.

Le FMI, la Commission européenne et la Cour des comptes s'expriment aussi mais critiquent la France

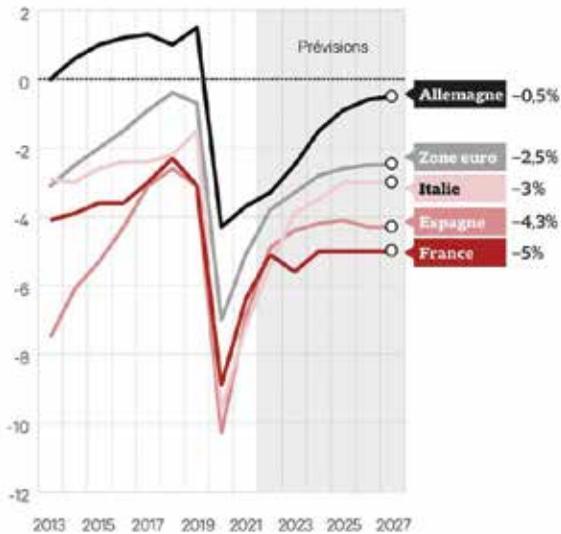
*La France n'est pas seulement face à la notation des agences mondiales. Le FMI, avant la dégradation de la note de la France par Standard and Poor's, n'a pas caché ses inquiétudes et a déclaré que La France « doit en faire plus en 2024 et dans les années à venir » pour redresser ses finances publiques. « Il faut restaurer maintenant les marges budgétaires. Un endettement trop élevé est un poison pour la croissance », insiste-t-il. Selon le FMI, la France part d'un niveau de départ pire que prévu » dans ses nouvelles prévisions budgétaires. Pour cette institution monétaire internationale, le déficit public français atteindra encore 4.4% du PIB en 2026 et 4.3% en 2027 beaucoup loin des souhaits du gouvernement.

*Pour la Cour des comptes française, les prévisions du gouvernement sur le déficit « manquent de crédibilité ». La cour des comptes a rendu une note sévère concernant la nouvelle trajectoire budgétaire du gouvernement français d'ici 2027. Selon le président de la cour des comptes Pierre Moscovici, les finances publiques de la France sont parmi les plus dégradées de la zone euro. Pour lui il était prévu que la France allait avoir un déficit budgétaire de 4.9% du PIB en 2023, alors que le taux était de 5.5% et il sera de 5.1% en 2024 au lieu de 4.4% et la dette loin de diminuer, devrait augmenter jusqu'à 112% du PIB en 2027, soit quatre points de plus qu'initialement prévu.

*La Commission européenne, pour sa part, va entamer un dialogue avec paris concernant le

Les prévisions de déficit budgétaire dans la zone euro

En % du PIB



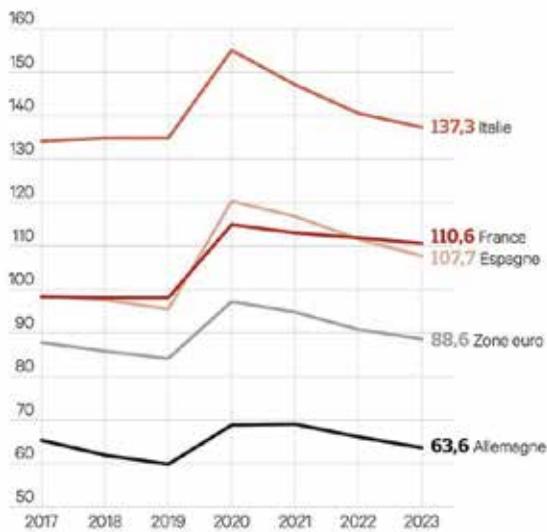
Les prévisions de dette publique brute dans la zone euro

En % du PIB



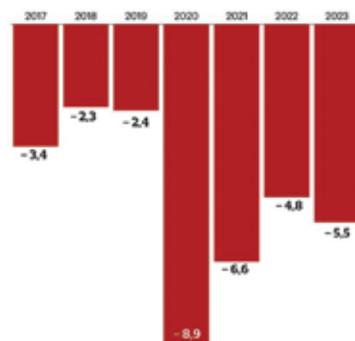
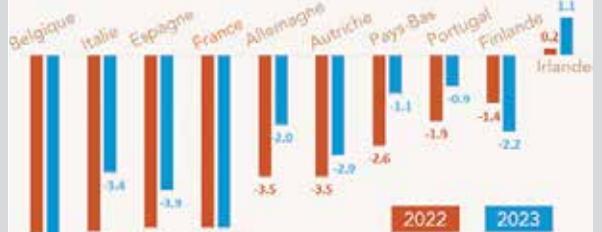
Evolution de la dette publique dans la zone euro

En % du PIB

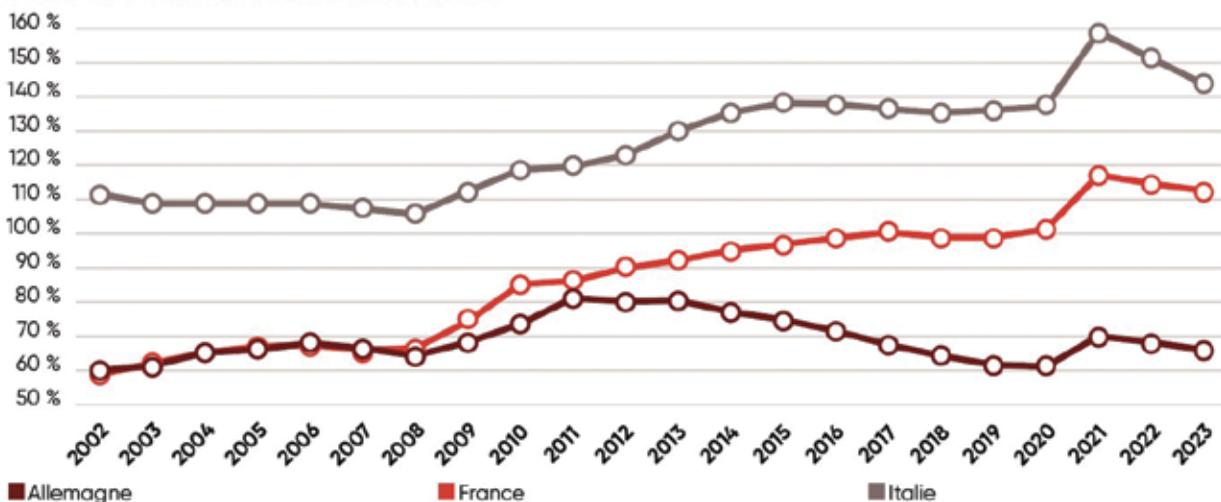


Zone euro: déficits publics prévus par les Gouvernements

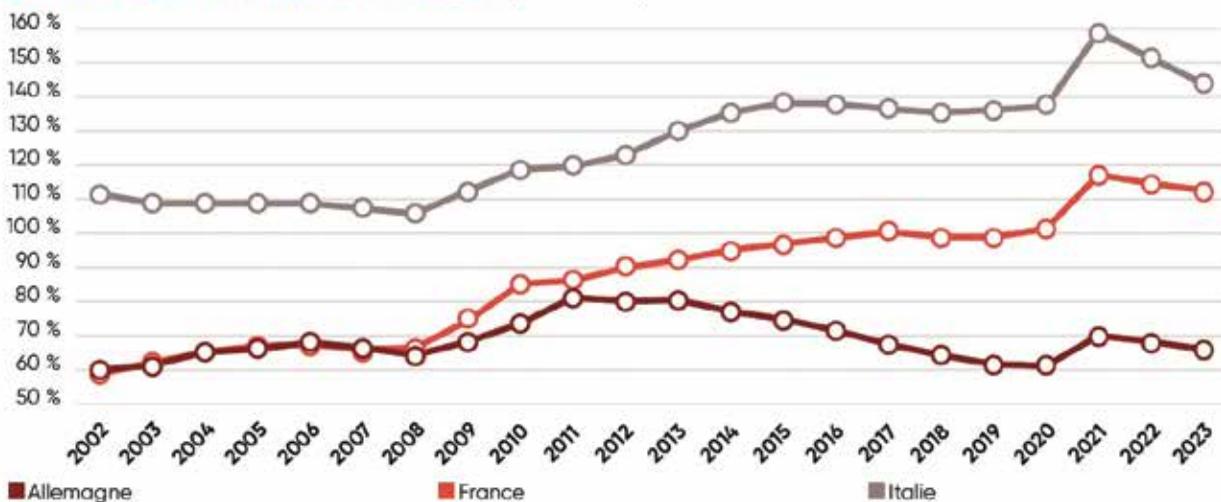
en % du PIB



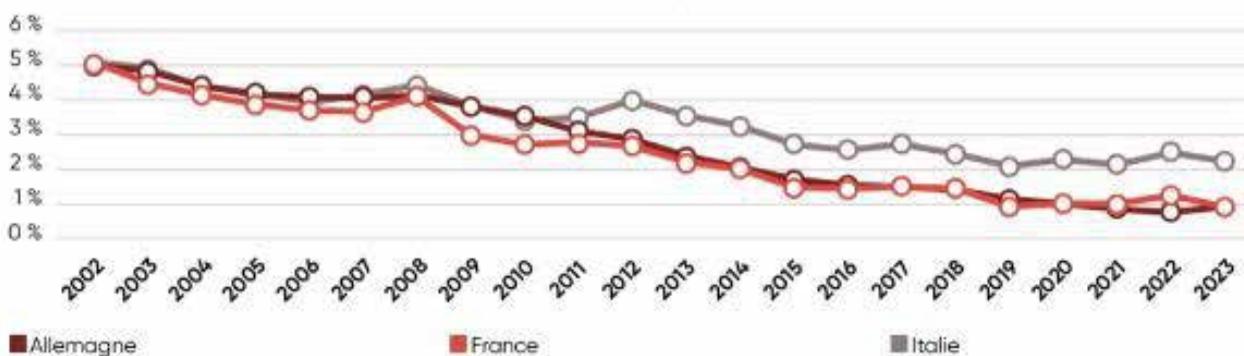
POIDS DE LA DETTE PUBLIQUE NÉGOCIABLE (en % du PIB)



POIDS DE LA DETTE PUBLIQUE NÉGOCIABLE (en % du PIB)



TAUX D'INTÉRÊT APPARENT SUR LA DETTE PUBLIQUE (charges d'intérêt en % du total de la dette publique)



| Signification de la note | Moody's | | Standard & Poor's | | Fitch Ratings | |
|---|------------|-------------|-------------------|-------------|---------------|-------------|
| | Long terme | Court terme | Long terme | Court terme | Long terme | Court terme |
| <i>Prime</i> Première qualité | Aaa | P-1 | AAA | A-1+ | AAA | F1+ |
| <i>High grade</i> Haute qualité | Aa1 | | AA+ | | AA+ | |
| | Aa2 | | AA | | AA | |
| | Aa3 | AA- | AA- | | | |
| <i>Upper medium grade</i> Qualité moyenne supérieure | A1 | P-2 | A+ | A-1 | A+ | F1 |
| | A2 | | A | | A | |
| | A3 | | A- | | A- | |
| <i>Lower medium grade</i> Qualité moyenne inférieure | Baa1 | P-3 | BBB+ | A-2 | BBB+ | F2 |
| | Baa2 | | BBB | | BBB | |
| | Baa3 | P-3 | BBB- | A-3 | BBB- | F3 |
| <i>Non-investment grade, speculative</i> Spéculatif | Ba1 | Not prime | BB+ | B | BB+ | B |
| | Ba2 | | BB | | BB | |
| | Ba3 | | BB- | | BB- | |
| <i>Highly speculative</i> Très spéculatif | B1 | Not prime | B+ | B | B+ | B |
| | B2 | | B | | B | |
| | B3 | | B- | | B- | |
| Risque élevé | Caa1 | Non prime | CCC+ | C | CCC | C |
| Ultra spéculatif | Caa2 | | CCC | | CCC | |
| En défaut, avec quelques espoirs de recouvrement | Caa3 | | CCC- | | C | |
| | Ca | C/CI/R | C | | | |
| En défaut sélectif | C | Non prime | SD | D | RD | D |
| En défaut | | | D | | D | |

déficit excessif de la France. A noter que les pays de la zone euro ont été exonérés d'une telle ou telle infraction des lois de Maastricht depuis la crise du Covid dont il ya eu une suppression temporaire du pacte de stabilité de croissance.

*En ce qui concerne les marchés, une éventuelle dégradation de la note de la France passera sans effet sur les taux des obligations souverains. Les marchés ont enregistré une certaine nervosité à la fin du premier trimestre 2024 avec la prise de conscience du dérapage budgétaire de la France, avant que la situation se stabilise en quelque sorte.

La France et d'autres pays de la Zone Euro

Cette situation a été remarquée à travers le faible écart entre le taux de la France et celui de l'Allemagne qui sert de référence pour le taux sans risque sur « le dix ans ». Cet écart est revenu au tour de 50 points de base.

Ajoutant à cela que faute de concurrence, la dette française trouve toujours preneur et attire plus que jamais les investisseurs. En comparaison, le poids de la dette publique en Allemagne a atteint 66% du PIB allemand.

Mais la France se caractérise par rapport à l'Allemagne sur le fait qu'une part plus importante de la dette publique est négociable sur les marchés. Elle atteint 89% début 2023 contre 78% en Allemagne et une part plus importante de cette dette négociable à court terme était de 12% en France par rapport à 5% en Allemagne.

Selon Eurostat, les données du déficit et de la dette pour la zone euro en moyenne, le déficit public atteint en 2023 (-516257Mn euros) et la dette publique a atteint (12732445Mn euros équivalent à 88.6% du PIB de la zone euro)

- Avec un ratio atteignant 166.5% du PIB, la Grèce détient de loin le plus fort taux d'endettement de l'Union Européenne, devant l'Italie 140.6%, l'Espagne 109.8% ou encore la Belgique 108% et le Portugal 107.5% du PIB.

- Les principaux créanciers de la dette française sont les investisseurs institutionnels (sociétés d'investissement, compagnies d'assurance et des banques, fonds de pensions, caisse de retraite...) qui en détiennent environ 60%.

Le ministre français de l'économie rassure quant à lui sur la bonne forme économique de la France en annonçant qu'il compte lever 285Md euros de dette sur les marchés financiers cette année contre 270 Md levés l'an dernier. Et les acheteurs de dettes sont au rendez-vous.

Mazen Hammoud
chercheur en économie et finances/ Paris

D

r. Abdelilah Belatik

Le Secrétaire Général du Conseil Général des Banques et Institutions Financières Islamiques (CIBAFI)

Horizons Durables: Naviguer dans la Finance Islamique avec CIBAFI

Naviguer dans la finance islamique avec CIBAFI, où nous explorons l'intersection de la durabilité et de la finance islamique à travers le rôle central de CIBAFI. Dans cette interview, nous discutons avec le Secrétaire Général de CIBAFI, Dr Abdelilah Belatik, de la manière dont le Guide de Durabilité de CIBAFI aborde les objectifs environnementaux, sociaux et économiques spécifiques à la finance islamique. Nous explorons également les défis auxquels font face les banques islamiques pour intégrer la durabilité, ainsi que les initiatives stratégiques décrites dans le plan 2022-2025 de CIBAFI visant à construire un avenir innovant et durable. Rejoignez-nous pour découvrir les stratégies, les étapes clés et les futures initiatives qui favorisent la durabilité au sein de l'industrie des services financiers islamiques



1. Comment le Guide de durabilité aborde-t-il les objectifs environnementaux, sociaux et économiques spécifiques dans le contexte de la finance islamique ?

Le Guide de durabilité de la CIBAFI est conçu avec soin pour traiter les objectifs environnementaux, sociaux et économiques dans le contexte de la finance islamique. Il offre un cadre complet pour que les institutions financières islamiques (IFI) intègrent la durabilité dans leurs opérations, en respectant les principes fondamentaux de la finance islamique.

a) Objectifs environnementaux : Le Guide met en avant l'équilibre (mizan) qui doit être maintenu dans l'univers, un aspect fondamental du paradigme islamique. Il encourage les banques islamiques à adopter des pratiques durables sur le plan environnemental, en veillant à ce que leurs activités ne nuisent pas à l'environnement naturel. Cela est réalisé à travers :

o Gestion des risques environnementaux :

Les banques sont encouragées à filtrer, catégoriser, analyser, atténuer et surveiller les risques environnementaux associés à leurs activités commerciales. Ce processus aide à minimiser les impacts négatifs sur l'environnement.

- o Intégration de la durabilité dans les opérations :* Les banques sont incitées à intégrer les considérations de durabilité dans leurs stratégies, la gestion des ressources et les procédures opérationnelles standard (SOP). Cela garantit que la durabilité environnementale est une composante essentielle de leur modèle économique.



- b) Objectifs sociaux :** La durabilité sociale est une composante essentielle de l'éthique de la finance islamique, mettant l'accent sur une répartition équitable de la richesse et la justice sociale (adalah). Le Guide décrit plusieurs moyens par lesquels les banques islamiques peuvent contribuer aux objectifs sociaux :

- o Engagement élargi des parties prenantes :* Les banques sont encouragées à prendre en compte les besoins d'un large éventail de parties prenantes, y compris les clients, les employés, la société civile et les ONG. Cela favorise une approche globale de la responsabilité sociale.

- o Répartition équitable de la richesse :* Le Guide encourage les banques à adopter des pratiques garantissant une répartition équitable de la richesse au sein de la société, soutenant ainsi la cohésion sociale et réduisant les inégalités.

- c) Objectifs économiques :** La durabilité économique dans la finance islamique est guidée par les principes de l'investissement éthique et du partage des risques. Le Guide soutient ces objectifs de la manière suivante :

- o Impact économique durable :* Les banques sont encouragées à élaborer des tableaux de bord et des critères d'évaluation pour mesurer l'impact économique de leurs activités. Cela inclut une surveillance régulière et un reporting des pratiques de durabilité, assurant ainsi transparence et responsabilité.

- o Développement des capacités et éducation :* Le Guide souligne l'importance de l'amélioration des compétences, en incitant les banques à investir dans des programmes de formation et de sensibilisation pour les parties prenantes internes et externes. Cela garantit que toutes les parties soient bien informées des pratiques de durabilité et puissent contribuer efficacement à leur mise en œuvre.

- d) Gouvernance et collaboration :**

- o Cadre de gouvernance :* Le Guide propose un modèle de gouvernance axé sur les parties prenantes, garantissant que la durabilité est intégrée dans les processus décisionnels à tous les niveaux de la banque. Ce modèle inclut la formation de comités dédiés à la durabilité et l'intégration avec les conseils de surveillance de la Shariah pour assurer la conformité avec les principes islamiques.

- o Collaboration avec les parties prenantes :* Le Guide encourage les banques à engager des partenariats avec les parties prenantes locales, régionales et internationales pour favoriser la collaboration et partager les meilleures pratiques. Cette approche aide à aligner les efforts de durabilité des banques avec les objectifs nationaux et internationaux, tels que les Objectifs de Développement Durable (ODD) des Nations Unies.

Le Guide de durabilité de la CIBAFI offre une approche structurée pour permettre aux institutions financières islamiques d'atteindre la durabilité environnementale, sociale et économique. En intégrant ces objectifs dans leurs opérations principales, les banques islamiques peuvent contribuer de manière significative au développement durable, en s'alignant à la fois sur les valeurs islamiques et les normes mondiales de durabilité.

2. Quels sont certains des principaux défis auxquels les banques islamiques sont confrontées dans l'intégration de la durabilité, et comment le Guide de Durabilité propose-t-il de les surmonter ?

L'intégration de la durabilité dans les banques islamiques est confrontée à plusieurs défis majeurs et notables :

• **Manque de Cadres Réglementaires Spécifiques :**

Souvent, il existe une absence de cadres réglementaires clairs et spécifiques ainsi que de critères pour intégrer la durabilité dans les banques islamiques, ce qui peut créer de l'incertitude et freiner les progrès.

• **Sensibilisation et Compréhension :**

De nombreux acteurs manquent de sensibilisation et de compréhension approfondie des principes de durabilité et de leur importance dans la finance islamique.

• **Coûts Financiers :**

La mise en œuvre de processus de durabilité peut être coûteuse, posant ainsi des défis financiers pour les banques islamiques.

• **Pénurie d'Expertise :**

Il existe une pénurie d'experts capables d'intégrer la durabilité dans les opérations bancaires, particulièrement dans certaines juridictions.

• **Demande Limitée :**

Dans certaines régions, la demande de produits financiers durables est limitée, ce qui peut dissuader les banques d'investir dans des initiatives de durabilité.

• **Accès aux Données :**

Accéder à des données précises et actualisées sur les impacts de durabilité ainsi que sur les tendances environnementales et sociales peut représenter un défi.

Ces facteurs constituent ensemble des barrières significatives à l'intégration efficace de la durabilité dans les institutions financières islamiques.

Pour faire face à ces défis, le CIBAFI a élaboré le Guide de Durabilité, offrant ainsi une feuille de route exhaustive aux banques islamiques en appliquant ses cinq Principes de Durabilité. L'adoption de ces principes peut considérablement renforcer l'intégration de la durabilité au sein de l'industrie bancaire islamique et promouvoir la coopération entre les banques islamiques, les régulateurs, les organismes de normalisation et autres institutions internationales partageant des objectifs communs en matière de durabilité.

Le Guide propose une approche holistique et intégrée conçue pour surmonter progressivement ces défis, en alignant avec les opérations et activités bancaires. Il recommande d'intégrer progressivement les cinq Principes de Durabilité dans les plans, activités et opérations de la banque. Le processus est divisé en plusieurs phases, chacune se concentrant sur des domaines clés de travail. La durée de chaque phase dépend de l'état actuel d'intégration de la durabilité de la banque et de la disponibilité des ressources nécessaires. Cette approche comprend les étapes suivantes :

a) **Évaluation interne des domaines prioritaires pour la durabilité :** Les banques doivent commencer par évaluer leurs domaines prioritaires actuels pour la durabilité en alignement avec les plans de développement nationaux et les stratégies, telles que les engagements pris dans le cadre de l'Accord de Paris, des Objectifs de Développement Durable (ODD) et des Contributions Déterminées au niveau National (CDN).

b) Alignement avec la vision, la mission et la stratégie de la banque : Les banques doivent aligner leurs domaines prioritaires pour la durabilité avec leur vision globale, leur mission et leur stratégie. Établir une stratégie de durabilité claire avec des objectifs spécifiques et mesurables est crucial.

c) Intégration opérationnelle : Les principes de durabilité doivent être intégrés dans les activités commerciales quotidiennes de la banque, assurant que toutes les opérations reflètent des pratiques durables.

d) Éducation interne et externe : Le renforcement des capacités et les initiatives de sensibilisation sont essentiels. Les banques devraient investir dans des programmes de formation tant pour leur personnel interne que pour les parties prenantes externes afin d'améliorer la compréhension et la mise en œuvre des pratiques de durabilité.

e) Surveillance et reporting : Le développement de mécanismes robustes de surveillance et de reporting assure la qualité et la transparence des informations sur la durabilité rapportées. Des revues régulières et des mises à jour contribuent à maintenir la pertinence et l'efficacité des initiatives de durabilité.

En suivant cette approche structurée, les banques islamiques peuvent naviguer à travers les cadres réglementaires, aligner leurs stratégies commerciales avec les objectifs de durabilité, renforcer leurs compétences techniques, optimiser l'utilisation des ressources et adopter les technologies vertes. Cette solution complète

permet aux institutions financières islamiques (IFI) de surmonter les défis prédominants auxquels elles font face dans l'intégration de la durabilité, favorisant ainsi un écosystème financier plus durable et équitable.

3. Quels sont les avantages uniques que la finance islamique offre pour promouvoir la durabilité ?

La finance islamique, guidée par ses principes fondamentaux enracinés dans la loi Shariah, présente plusieurs avantages distincts pour la promotion de la durabilité. Ces avantages peuvent être largement regroupés en fondements éthiques, mécanismes de partage des risques, justice sociale, inclusion financière et soutien aux petites et moyennes entreprises (PME).

Fondements de l'Étique :

o Principes de Justice et d'Équité : La finance islamique repose sur des principes qui favorisent l'équité, la justice et l'équité dans les transactions financières. Cette base éthique garantit que les pratiques financières contribuent positivement à la société et à l'environnement.

o Promotion des Activités et Entreprises Éthiques : La finance islamique encourage les investissements dans des secteurs considérés comme halal, c'est-à-dire permis, ce qui soutient intrinsèquement des pratiques commerciales durables et éthiques.

Mécanismes de Partage des Risques :

o Partage des Profits et des Pertes (PLS) : Le principe de partage des profits et des pertes favorise une approche partenariale entre les financiers et les entrepreneurs, réduisant le risque de détresse financière et promouvant la résilience du système économique.

o Financement Garanti par des Actifs : Les transactions de finance islamique sont généralement garanties par des actifs tangibles, assurant que les investissements sont ancrés dans l'économie réelle. Cette approche soutient



une croissance économique durable et réduit les comportements spéculatifs.

Justice Sociale et Inclusivité :

o Responsabilité Sociale (Maqasid al-Shariah) :

Les objectifs de la Shariah mettent l'accent sur la justice sociale, le bien-être et la distribution équitable des richesses. La finance islamique priorise ces objectifs, garantissant que les activités financières contribuent au bien-être de la société et de l'environnement.

o Contributions Caritatives : La finance islamique inclut des contributions caritatives obligatoires telles que la Zakat et la Sadaqah volontaire, qui soutiennent les programmes de bien-être social, l'atténuation de la pauvreté et le développement communautaire.

Inclusion Financière :

o Accès aux Services Financiers : La finance islamique favorise l'inclusion financière en offrant l'accès à des services financiers aux individus et aux communautés souvent mal desservis par la finance conventionnelle. Cela inclut des solutions de microfinance et d'autres produits financiers adaptés aux besoins des personnes à faible revenu.

o Banque Éthique et Inclusive : L'accent mis sur l'équité et la transparence dans la finance islamique garantit que les services financiers sont accessibles et équitables, favorisant un environnement financier inclusif.

Soutien aux PME :

o Financement des Petites et Moyennes Entreprises (PME) : La finance islamique a un solide historique de soutien aux PME, qui sont l'épine dorsale de nombreuses économies. En fournissant des solutions de financement adaptées conformes aux principes islamiques, les institutions de finance islamique jouent un rôle crucial dans la croissance et le développement des PME.

o Encouragement à l'Entrepreneuriat : Les mécanismes de partage des risques et de financement garanti par des actifs dans la

finance islamique encouragent l'entrepreneuriat et l'innovation, contribuant à la diversification économique et à la création d'emplois.

Alignement avec les Valeurs et Principes de Durabilité :

o Perspective à Long Terme : La finance islamique met l'accent sur les investissements dans des activités économiques réelles avec une perspective à long terme. Cette approche soutient le développement durable et la stabilité économique.

o Gouvernance d'Entreprise Éthique :

La finance islamique promeut de solides pratiques de gouvernance d'entreprise, assurant la transparence, la responsabilité et la conduite éthique, essentielles pour des opérations commerciales durables. L'inclusion de la gouvernance Shariah fournit une couche supplémentaire de supervision. Cette structure de gouvernance double renforce la confiance des parties prenantes et aligne les pratiques financières avec des principes éthiques et durables.



Les principes et mécanismes de la finance islamique offrent un cadre robuste pour promouvoir la durabilité. En mettant l'accent sur les investissements éthiques, le partage des risques, la justice sociale, l'inclusion financière et le soutien aux PME, la finance islamique présente des avantages significatifs pour favoriser le développement durable et renforcer un système financier plus équitable et résilient. Ces valeurs et principes non seulement s'alignent sur les objectifs de durabilité, mais renforcent également l'impact et l'efficacité globale des activités financières au sein du secteur de la finance islamique.

4. Pour l'avenir, quels sont les facteurs clés de succès pour les banques islamiques afin d'atteindre leurs objectifs de durabilité dans la prochaine décennie ?

Selon le Guide de Durabilité du CIBAFI, plusieurs facteurs interdépendants et complémentaires guideront les banques islamiques vers la réalisation de leurs objectifs de durabilité au cours des dix prochaines années. Parmi ces facteurs, il est crucial d'intégrer les objectifs de durabilité dans les plans stratégiques, avec un engagement soutenu de la part de la haute direction envers l'agenda de durabilité. Cet engagement doit être étayé par des mesures de performance réalistes et transparentes.

Facteurs clés de succès :

a) Intégration Stratégique : Il est crucial d'intégrer la durabilité dans les plans stratégiques avec un fort engagement de la haute direction. Cela garantit que les objectifs de durabilité sont prioritaires et pleinement intégrés au fonctionnement central de la banque.

b) Innovation et Intégration Technologique : La capacité à innover et à s'adapter est essentielle. Développer de nouveaux produits financiers verts et exploiter les technologies numériques de pointe joueront un rôle majeur dans la réalisation des

objectifs de durabilité. Les banques islamiques doivent adopter une transformation numérique intelligente et durable pour améliorer l'efficacité, réduire l'impact environnemental et répondre aux besoins évolutifs de leurs clients. Cela inclut :

- **Produits Financiers Verts :** Innover dans des produits financiers qui soutiennent la durabilité environnementale, comme les Sukuk verts et les solutions de financement éco-responsables.

- **Technologies Numériques :** Utiliser la blockchain, l'intelligence artificielle et d'autres technologies avancées pour créer des processus financiers transparents, efficaces et durables.

- **Pratiques Intelligentes et Durables :** Mettre en œuvre des solutions numériques qui réduisent l'empreinte carbone et favorisent des opérations respectueuses de l'environnement.

c) Engagement des Parties Prenantes : Maintenir une forte implication des parties prenantes est essentiel. Des relations solides avec les clients, les employés, les régulateurs et les décideurs garantissent que les initiatives de durabilité sont soutenues et amplifiées. Engager les parties prenantes par une communication transparente et des efforts collaboratifs renforce l'impact global des initiatives de durabilité.

d) Gouvernance de la Durabilité : Un facteur fondamental est la gouvernance de la durabilité, sans laquelle les éléments précédents ne peuvent atteindre l'impact souhaité. C'est le deuxième principe du Guide. Il préconise la création d'un comité spécialisé en durabilité chargé de surveiller les pratiques durables des produits, du financement et des autres opérations des banques islamiques. Ce comité devrait conseiller le Conseil de surveillance de la Shariah et élargir ses activités et responsabilités pour contribuer efficacement aux objectifs de la Shariah.

- **Cadre de Gouvernance :** Mettre en place un cadre de gouvernance robuste comprenant des

directives claires, des mécanismes de rapport et des structures de responsabilité pour superviser les initiatives de durabilité.

Directives de Mise en Œuvre :

À travers le Guide de Durabilité, nous avons élaboré un ensemble de directives pour mettre en œuvre et évaluer le principe de gouvernance de la durabilité. Cela inclut la proposition d'un modèle et de procédures pour la gouvernance de la durabilité, en mettant l'accent sur l'importance de la préparation et de la soumission de rapports de gouvernance. Une gouvernance efficace garantit que la durabilité est intégrée dans la culture organisationnelle et les opérations, offrant une approche structurée pour atteindre les objectifs de durabilité à long terme. En se concentrant sur les facteurs critiques mentionnés ci-dessus, les banques islamiques peuvent naviguer efficacement à travers les défis et les opportunités de la prochaine décennie, assurant ainsi que leurs opérations sont alignées sur les objectifs de durabilité et respectent les principes islamiques.

5- Le plan stratégique du CIBAFI pour la période 2022-2025, intitulé «Bâtir un Avenir Innovant et Durable», définit quels sont les objectifs principaux et les initiatives détaillées dans ce plan ?

Avant d'aborder les objectifs et les initiatives, il est essentiel de contextualiser la formulation du plan stratégique actuel. Celui-ci a été développé en réponse à la nécessité de réviser et d'évaluer le plan stratégique précédent, en tenant particulièrement compte des développements significatifs et des défis mondiaux survenus entre 2019 et 2022. Ces changements ont modifié les priorités du secteur financier et ont ouvert de nouvelles opportunités pour les IFIs (Institutions Financières Islamiques). En conséquence, le CIBAFI a dû ajuster ses activités pour refléter ces évolutions récentes de l'industrie et continuer

à soutenir efficacement les services financiers islamiques.

Objectifs Stratégiques :

Le Plan Stratégique 2022-2025 se concentre sur quatre objectifs stratégiques principaux :

1. *Promotion des valeurs de la finance islamique et des politiques réglementaires associées.*
2. *Intégration de la durabilité et de l'innovation.*
3. *Recherche et analyse de l'industrie.*
4. *Développement professionnel.*

Initiatives Clés : Pour réaliser ces objectifs, le CIBAFI a élaboré un programme de travail annuel détaillant les initiatives et les activités spécifiques pour chaque objectif stratégique, avec des échéanciers clairs. De plus, des mécanismes efficaces ont été mis en place pour mettre en œuvre et évaluer ces initiatives, assurant ainsi leur alignement sur les objectifs stratégiques tout en tenant compte des tendances et des évolutions de l'industrie.

Intégration de la Durabilité et de l'Innovation :

a) Outil de Comptabilité des GES : Le CIBAFI a lancé l'Outil de Mesure des Gaz à Effet de Serre (GES) lors de nos Réunions Annuelles. Cet outil est spécialement conçu pour aider les institutions financières islamiques à évaluer et à gérer leurs émissions de gaz à effet de serre, renforçant ainsi leur contribution à la lutte climatique mondiale.

b) Prix CIBAFI : Le Prix CIBAFI 2023 met l'accent sur le développement durable intégrant les pratiques Environnementales, Sociales et de Gouvernance (ESG). Il récompense les institutions ayant réalisé des avancées significatives dans ces domaines, encourageant ainsi l'innovation et la durabilité au sein de l'industrie.

c) Forum et Ateliers sur la Finance Islamique en Méditerranée :

Le 7ème Forum sur la Finance Islamique en Méditerranée avait pour thème «La Finance Islamique dans la Région Méditerranéenne :

Un Levier pour la Durabilité et la Croissance Économique.» Cette plateforme facilite la discussion sur le rôle de la finance islamique dans la promotion de la durabilité et la stimulation de la croissance économique régionale. Des ateliers et forums variés portant sur la durabilité, les objectifs de la Shariah et le développement de produits soutiennent notre engagement envers ces objectifs. Ces initiatives favorisent l'échange d'idées et de meilleures pratiques entre les parties prenantes, promouvant ainsi l'amélioration continue et l'innovation dans ce domaine.

Transformation Numérique :

a) Projet Momentum Numérique : Le projet «Impact du Momentum Numérique sur les Banques Islamiques et Directives pour l'Adaptabilité» vise à fournir une feuille de route complète aux banques islamiques pour qu'elles s'adaptent au paysage technologique et numérique en rapide évolution, assurant ainsi leur compétitivité et leur résilience.

b) Webinaire sur l'Analyse des Big Data : Le CIBAFI a organisé un webinaire sur «L'Analyse des Big Data dans la Finance Islamique : Catalyseur de Croissance et de Transformation.» Cette initiative explore comment l'analyse des big data peut favoriser la croissance et la transformation au sein de la finance islamique, en mettant en lumière le rôle des insights basés sur les données pour prendre des décisions éclairées et développer des solutions financières innovantes.

c) Atelier sur la Stratégie de Transformation Numérique : Un atelier technique sur «La Stratégie de Transformation Numérique pour les Institutions Financières Islamiques (IFI)» a été organisé pour fournir des conseils approfondis sur le développement et la mise en œuvre de stratégies efficaces de transformation numérique.

Programmes d'Échange et Préparation :

1. Programme d'Échange : Le CIBAFI développe son premier Programme d'Échange afin

de promouvoir l'échange de connaissances et le renforcement des capacités entre les institutions financières islamiques. Cette initiative vise à améliorer les meilleures pratiques à travers différentes régions, faciliter les échanges professionnels, et aborder des défis tels que la standardisation, l'innovation et les pratiques opérationnelles.

2. Préparation des Banques Islamiques aux Événements Perturbateurs : Ce projet prépare les banques islamiques à réagir efficacement face à des perturbations imprévues, en leur fournissant des stratégies et des outils pour maintenir la stabilité et la continuité en période de crise, assurant ainsi qu'elles puissent continuer à servir leurs clients et à respecter leurs engagements.

Le Plan Stratégique pour la période 2022-2025 se concentre sur la promotion de l'innovation et de la durabilité dans l'industrie de la finance islamique. En intégrant des technologies avancées, en favorisant l'engagement des parties prenantes, et en renforçant la gouvernance et la préparation, le CIBAFI vise à soutenir les institutions financières islamiques afin qu'elles puissent naviguer à travers les défis futurs et atteindre leurs objectifs en matière de durabilité.

6. En quoi le plan stratégique du CIBAFI s'aligne-t-il avec les cadres mondiaux de durabilité, tels que les Objectifs de Développement Durable des Nations Unies (ODD) ?

Le plan stratégique du CIBAFI est étroitement aligné avec les agendas mondiaux de durabilité, notamment les ODD et l'Accord de Paris, à travers plusieurs initiatives ciblées visant à promouvoir la durabilité au sein du secteur de la finance islamique. Voici quelques initiatives clés illustrant cet alignement :

• **Guide de Durabilité du CIBAFI :** Ce guide constitue une ressource exhaustive pour les IFIs, les aidant à intégrer des pratiques durables dans leurs opérations. Il propose des lignes directrices

détaillées et des meilleures pratiques pour la mise en œuvre de mesures de durabilité à travers divers aspects des activités financières. En promouvant des pratiques durables et responsables, le guide vise à aligner les opérations des IFIs avec les objectifs mondiaux de durabilité. De plus, il soutient directement l'Accord de Paris en encourageant les IFIs à réduire leur empreinte carbone, à s'engager dans la gestion des risques climatiques et à contribuer aux efforts mondiaux pour atténuer le changement climatique.

• *Rapport du CIBAFI publié en collaboration*

-Le CIBAFI adresse ses commentaires à l'International Sustainability Standards Board (ISSB) sur le Projet d'Exposition (ED) relatif aux «Exigences générales de l'IFRS S1 pour la divulgation d'informations financières liées à la durabilité». Cette implication démontre l'engagement du CIBAFI à renforcer la transparence et la responsabilité dans la communication des informations de durabilité. En encourageant l'adoption de meilleures pratiques de divulgation, le CIBAFI incite les IFIs à améliorer leurs rapports financiers sur la durabilité.



avec UNEP FI et IsDB : Ce rapport souligne l'engagement du CIBAFI à intégrer la durabilité dans la finance islamique. Il aborde l'intersection des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) au sein de l'industrie, soutenant ainsi les ODD des Nations Unies, notamment l'Objectif 17 : Partenariats pour la réalisation des objectifs. En favorisant des partenariats institutionnels solides, ce rapport encourage les efforts collaboratifs visant à atteindre les objectifs mondiaux de durabilité.

-Le CIBAFI commente les «principes pour la gestion efficace et la supervision des risques financiers liés au climat». À travers ces observations, le CIBAFI adopte une approche proactive envers l'ODD 13 : Action pour le climat. En plaidant pour une gestion robuste des risques financiers liés au climat, le CIBAFI se positionne en alignement avec les efforts mondiaux pour atténuer les impacts du changement climatique et promouvoir des pratiques financières durables.

- Atelier technique CIBAFI - AAOIFI sur le «Code de déontologie pour les professionnels de la finance islamique de l'AAOIFI» :

Cet atelier traite des normes éthiques au sein de l'industrie, en favorisant des pratiques éthiques et responsables. En mettant l'accent sur la conduite éthique, l'atelier contribue au développement d'un secteur financier transparent et responsable.

- Rapport 2022 de l'Enquête mondiale sur les banquiers islamiques (GIBS) du CIBAFI sur «Autonomisation des femmes : Évaluation des pratiques actuelles et des défis» :

Ce rapport soutient l'ODD 5 : Égalité des sexes en mettant en lumière l'importance de l'égalité des genres dans la finance islamique. Il encourage des pratiques visant à renforcer l'autonomisation des femmes et à résoudre les disparités de genre au sein de l'industrie, contribuant ainsi à créer un environnement de travail inclusif.

- Rapport 2023 de l'Enquête mondiale sur les banquiers islamiques (GIBS) du CIBAFI sur «Dynamique de la gestion des talents :

Pratiques actuelles, défis et perspectives» : Ce rapport soutient l'ODD 8 : Travail décent et croissance économique en étudiant les pratiques de gestion des talents au sein du secteur. Son objectif est d'améliorer le développement de la main-d'œuvre et de promouvoir une croissance économique inclusive et durable, contribuant ainsi à la formation de professionnels qualifiés dans la finance islamique.

- Outil de calcul des émissions de GES : Notre outil de mesure des gaz à effet de serre (GES) est une initiative essentielle. Il permet aux IFIs de mesurer et de gérer efficacement leur empreinte carbone, contribuant ainsi à l'Objectif 13 des ODD (Action pour le climat). En outre, cet outil aide les institutions à aligner leurs opérations sur les efforts mondiaux en matière d'action climatique, en réduisant les émissions et en promouvant la durabilité environnementale, ce qui contribue à la réalisation des objectifs de l'Accord de Paris.

- Session stratégique en ligne du CIBAFI sur le développement professionnel et l'autonomisation humaine : Cette session vise à renforcer le développement professionnel et l'autonomisation des individus, en se concentrant sur l'ODD 4 : Éducation de qualité. En améliorant les compétences et les connaissances, nous permettons aux participants et aux organisations de contribuer de manière plus efficace au développement durable.

- Atelier technique du CIBAFI sur la «Stratégie de transformation numérique pour les institutions financières islamiques (IFIs)» : Cet atelier répond à la nécessité de la transformation numérique dans la finance islamique, en soutenant l'ODD 9 : Industrie, Innovation et Infrastructure. En guidant les IFIs à travers cette transformation, nous

veillons à ce qu'elles soient équipées pour opérer efficacement et durablement à l'ère numérique.

À travers ces initiatives, le CIBAFI non seulement promeut des pratiques durables au sein de l'industrie de la finance islamique, mais il aligne également ses efforts sur l'agenda mondial plus large de durabilité établi par les ODD de l'ONU.

7- Dans le cadre du plan stratégique de CIBAFI, quelles propositions avance-t-il pour stimuler l'innovation au sein des services financiers islamiques ?

Pour stimuler l'innovation au sein de l'industrie des services financiers islamiques, le CIBAFI a élaboré plusieurs stratégies clés dans le cadre de son plan stratégique, soutenues par des initiatives spécifiques visant à encourager la vision prospective et l'adaptabilité.

L'une de ces initiatives est le projet «Impact du Momentum Numérique sur les Banques Islamiques et Directives pour l'Adaptabilité». Ce projet se concentre sur l'impact de la transformation numérique sur les banques islamiques en proposant des directives pour s'adapter aux tendances numériques. Cela permet aux institutions de tirer parti des nouvelles technologies pour améliorer l'efficacité, l'expérience client et la prestation de services. En adoptant l'innovation numérique, les banques islamiques restent à la pointe de l'industrie financière en s'adaptant aux dernières avancées technologiques et aux exigences du marché.

Une autre initiative majeure est le Guide de Développement de Produits, qui encourage la création de produits financiers innovants conformes aux principes de la Charia. Ce guide favorise la créativité et la diversité des offres de produits, permettant aux institutions financières islamiques de répondre aux besoins évolutifs des clients tout en maintenant leur compétitivité. En fournissant une approche structurée pour

le développement de produits, le CIBAFI aide les institutions à innover tout en respectant les principes de la finance islamique.

De plus, le CIBAFI a organisé un webinaire sur «L'analyse des Big Data dans la Finance Islamique : Catalyseur de Croissance et de Transformation». Ce webinaire souligne l'importance de l'analyse des Big Data pour stimuler la croissance et la transformation dans le domaine de la finance islamique. En utilisant les Big Data, les institutions financières islamiques peuvent obtenir des informations précieuses, optimiser leurs processus décisionnels et proposer des solutions financières plus personnalisées et efficaces pour leurs clients.

Par ailleurs, le CIBAFI prépare un guide complet pour les IFIs sur l'intégration des outils d'intelligence artificielle dans leurs opérations. Ce guide fournira des instructions détaillées et des meilleures pratiques pour intégrer l'intelligence artificielle dans divers aspects de la banque islamique. En adoptant les technologies d'IA, les IFIs peuvent améliorer l'efficacité opérationnelle, renforcer la gestion des risques et proposer des services financiers innovants répondant aux exigences d'un marché mondial en constante évolution.

En outre, le programme exécutif de l'École de Gestion Ivey Business School, intitulé «Leadership Stratégique pour la Finance Islamique : Naviguer dans la Complexité et Saisir les Opportunités», vise à développer les compétences en leadership stratégique parmi les professionnels du secteur. Ce programme met l'accent sur la navigation dans la complexité et la saisie de nouvelles opportunités, favorisant une culture d'innovation et de réflexion stratégique au sein de la finance islamique. En équipant les leaders des connaissances et des compétences nécessaires pour conduire le changement, ce programme soutient l'objectif général de l'innovation à l'échelle de l'industrie.

À travers ces initiatives et d'autres encore, le CIBAFI promeut une stratégie globale qui met

l'accent sur la préparation, le développement de produits, l'adaptation numérique et le leadership stratégique. Ces efforts collectifs favorisent une culture d'innovation au sein de l'industrie de la finance islamique, garantissant ainsi sa capacité à relever les défis et à saisir de nouvelles opportunités sur un marché mondial dynamique.

8- Comment le CIBAFI compte-t-il impliquer ses membres et parties prenantes afin de promouvoir et de mettre en œuvre les objectifs du plan stratégique ?

L'engagement avec les membres et les parties prenantes revêt une importance primordiale pour CIBAFI. Chaque année, le Secrétariat élabore un plan de travail aligné sur son Plan Stratégique, détaillant les initiatives et les activités visant à soutenir la croissance et le développement de l'industrie de la finance islamique.

CIBAFI prévoit d'impliquer activement ses membres et les parties prenantes à travers diverses initiatives et activités favorisant la collaboration, le partage des connaissances et le renforcement des capacités. L'Enquête Mondiale des Banquiers Islamiques de CIBAFI constitue l'un de nos principaux outils d'engagement, permettant de recueillir des insights et des retours d'expérience auprès des professionnels de l'industrie à travers le monde. Cette enquête nous aide à comprendre les besoins et les défis spécifiques rencontrés par nos membres, nous permettant ainsi d'ajuster nos initiatives stratégiques en conséquence.

Nous impliquons également activement nos membres dans le développement et l'examen des exposés-sondages pour de nouvelles normes par les organismes internationaux de normalisation tels que l'IFRS, l'IASB, l'ISSB, le BCBS, etc. Les webinaires et les tables rondes constituent un autre pilier essentiel de notre stratégie d'engagement, offrant des plateformes de discussion et d'échange de connaissances sur divers sujets pertinents pour la finance islamique. Nos webinaires couvrent des thèmes

tels que l'analyse des big data, la durabilité et la transformation numérique, permettant ainsi à nos membres de rester informés des évolutions et des innovations au sein de l'industrie.

De plus, CIBAFI organise des réunions de groupes de travail réunissant des experts et des praticiens pour collaborer sur des projets et des initiatives spécifiques. Ces réunions favorisent un sentiment de communauté et d'effort collectif en vue d'atteindre des objectifs communs.

En outre, CIBAFI organise régulièrement des réunions pour le Groupe de Travail sur la Durabilité (SWG) et le Groupe de Travail sur l'Innovation et la Technologie (ITWG), réunissant des experts et des praticiens pour collaborer sur des projets et des initiatives spécifiques. Ces réunions renforcent un esprit de communauté et d'effort collectif en vue d'atteindre des objectifs communs. Enfin, CIBAFI tient régulièrement des réunions du Groupe Consultatif des Membres (MCG), du Comité Exécutif (EC) et du Conseil d'Administration (BOD) pour délibérer, développer et obtenir l'approbation des plans de travail annuels, des projets de recherche et des initiatives alignés sur le Plan Stratégique de CIBAFI.

Enfin, les activités de renforcement des capacités sont au cœur de nos efforts d'engagement. Nous proposons des programmes de développement professionnel visant à améliorer les compétences et les connaissances des professionnels de l'industrie. Des ateliers, tels que ceux axés sur la transformation numérique ou l'action climatique, soutiennent également nos membres dans leur adaptation aux nouveaux défis et opportunités.

9. Comment le CIBAFI répond-il aux évolutions rapides et aux développements cruciaux au sein de l'industrie des services financiers islamiques à travers son plan stratégique ?

L'industrie des services financiers islamiques a connu des changements rapides et des développements significatifs en réponse à

l'évolution du secteur financier et de l'économie mondiale. Ces évolutions ont été particulièrement marquantes ces dernières années, notamment en raison de la pandémie de COVID-19. Parmi les changements notables, on observe une adoption croissante de technologies telles que l'intelligence artificielle (IA), la blockchain, la banque ouverte, les banques numériques, ainsi que des mesures renforcées de cybersécurité. De plus, de nouvelles avenues comme la finance durable et responsable sont explorées. Ces développements offrent des opportunités de croissance et de progrès, tout en posant des défis tels que les risques de cybersécurité et les questions de durabilité, souvent liés au changement climatique et à un accent accru sur le financement éthique.

Réponse du Plan Stratégique de CIBAFI :

1. Consultation Complète et Sessions Stratégiques :

o En début de 2021, CIBAFI a lancé un processus de consultation complet pour évaluer ses activités antérieures et identifier les initiatives clés pour la période 2022-2025. Par exemple, des sessions stratégiques ont été organisées avec les membres et les parties prenantes dans plusieurs pays, dont la Tunisie et l'Irak en début d'année, afin d'aligner nos actions sur les besoins régionaux et les évolutions mondiales.

2. Réunions Annuelles et Développement Professionnel :

o Lors de nos réunions annuelles, nous organisons une session annuelle de développement professionnel, essentielle pour aligner nos objectifs stratégiques sur les besoins de croissance professionnelle de nos membres.

o Des sessions stratégiques régulières avec les parties prenantes nous permettent de rester au fait des évolutions rapides du secteur et d'adapter nos stratégies en conséquence.

3. Engagements Internationaux :

o CIBAFI maintient un engagement actif avec des organismes internationaux tels que l'IAASB, le BCBS, le FMI et la Banque Islamique de

Développement. Ces engagements garantissent que CIBAFI reste à la pointe des développements financiers mondiaux et des changements réglementaires.

4. Focus sur la Technologie et l'Innovation :

o Le plan stratégique inclut des initiatives telles que le projet «Digital Momentum», offrant une feuille de route complète aux banques islamiques pour s'adapter au paysage technologique en mutation.

o Des webinaires sur des sujets comme «l'Analyse des Big Data dans la Finance Islamique» et des ateliers sur «la Stratégie de Transformation Numérique pour les Institutions Financières Islamiques (IFI)» soutiennent nos membres dans l'utilisation des technologies avancées.

5. Durabilité et Finance Responsable :

o CIBAFI a introduit l'outil de mesure des émissions de gaz à effet de serre (GES) pour aider les institutions financières islamiques à évaluer et à gérer leurs émissions, renforçant ainsi leur contribution à la lutte contre le changement climatique.

o Le Prix CIBAFI 2023 met l'accent sur le développement durable, en reconnaissant les institutions qui se distinguent par leurs pratiques environnementales, sociales et de gouvernance (ESG).

6. Recherche et Publications :

o CIBAFI continue de publier des recherches et des publications pertinentes pour la finance islamique, en se concentrant sur les tendances clés et les évolutions des besoins des clients au sein de l'industrie. Cela permet à nos membres de rester informés des derniers développements et des meilleures pratiques.

7. Renforcement des Capacités et Programmes d'Échange :

o Nos initiatives de renforcement des capacités intègrent les tendances émergentes dans les programmes de développement professionnel, assurant ainsi que nos membres sont bien préparés à répondre aux exigences évolutives de l'industrie.

o Le premier Programme d'Échange vise à favoriser l'échange de connaissances et le renforcement des capacités entre les institutions financières islamiques, améliorant ainsi les meilleures pratiques et les échanges professionnels à l'échelle mondiale.

Le plan stratégique de CIBAFI pour la période 2022-2025 aborde les changements rapides et les développements critiques au sein de l'industrie des services financiers islamiques en mettant l'accent sur l'intégration technologique, la durabilité, les engagements internationaux et le développement professionnel continu. Ces initiatives garantissent que les institutions financières islamiques sont bien préparées pour naviguer à travers les défis futurs et saisir les opportunités émergentes.

10. Depuis 2015, le CIBAFI s'engage activement à promouvoir la durabilité au sein de l'industrie de la finance islamique. Pouvez-vous discuter des principaux jalons et réalisations significatifs de ces efforts?

Depuis 2015, le CIBAFI joue un rôle central dans l'avancement de la durabilité au sein de l'industrie de la finance islamique. Voici quelques-uns des principaux jalons et réalisations de ces efforts :

Principaux Jalons et Réalisations :

Développement du Guide de Durabilité CIBAFI :

o En 2022, le CIBAFI a lancé son Guide de Durabilité complet pour les Institutions Financières Islamiques (IFI). Ce guide définit les Cinq Principes de Durabilité, basés sur les Maqasid Al-Shariah, pour intégrer les objectifs environnementaux, sociaux et économiques dans les activités bancaires islamiques. Il offre une approche structurée permettant aux IFI de mettre en œuvre des pratiques durables dans leurs opérations.

Formation du Groupe de Travail sur la Durabilité (SWG) :

o Établi en 2019, le SWG se concentre sur le

renforcement des principes environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) au sein des IFI. Composé d'experts issus des institutions membres et de parties prenantes internationales, il vise à guider les IFI vers le développement durable.

Lancement de l'Outil de Mesure des Gaz à Effet de Serre (GES) :

o Conscient de l'importance de la responsabilité environnementale, le CIBAFI a développé l'Outil de Mesure des Gaz à Effet de Serre pour aider les IFI à évaluer et gérer leurs émissions de gaz à effet de serre. Cet outil s'inscrit dans l'engagement du CIBAFI à soutenir l'action climatique et à promouvoir la durabilité environnementale dans le secteur de la finance islamique.

Prix CIBAFI pour le Développement Durable :

o Décerné tous les deux ans, le Prix CIBAFI récompense les institutions qui excellent dans le développement durable et les pratiques ESG. Ce prix encourage l'innovation et la finance responsable, mettant en lumière les efforts exemplaires au sein de l'industrie. Par exemple, la cérémonie de remise des prix de 2023 a honoré les institutions ayant réalisé des progrès significatifs dans ces domaines.

Sessions Stratégiques et Réunions Annuelles :

o Le CIBAFI organise régulièrement des sessions stratégiques et des réunions annuelles avec ses membres et les parties prenantes dans divers pays, dont la Tunisie et l'Irak. Ces événements

favorisent les discussions productives et permettent au CIBAFI d'ajuster ses initiatives aux besoins évolutifs de l'industrie de la finance islamique.

Engagements Internationaux :

o Le CIBAFI collabore activement avec des organismes internationaux tels que l'International Accounting Standards Board (IASB), le Basel Committee on Banking Supervision (BCBS), le Fonds Monétaire International (FMI) et la Banque Islamique de Développement (BID). Ces partenariats assurent que le CIBAFI reste à l'avant-garde des pratiques mondiales de durabilité et des développements réglementaires.

Publications et Recherche :

o Le CIBAFI publie régulièrement des recherches et des rapports sur des sujets liés à la durabilité. Parmi les publications notables figurent l'Enquête Globale des Banquiers Islamiques de CIBAFI et des rapports sur les outils de mesure des gaz à



effet de serre.

o En collaboration avec l'Initiative Finance du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (UNEP FI) et la Banque Islamique de Développement (BID), le CIBAFI a publié un rapport complet intitulé «Mobiliser la Banque Islamique pour l'Action Climatique». Ce document propose une analyse approfondie de la manière dont la banque islamique peut contribuer à l'action climatique, offrant des lignes

directrices pratiques et des stratégies pour que les IFI intègrent les considérations climatiques dans leurs opérations. Ces publications fournissent des conseils précieux pour que les IFI adoptent des pratiques durables.

2. Initiatives de Développement Professionnel :

o Le CIBAFI propose divers programmes de développement professionnel axés sur la durabilité. Cela inclut des ateliers techniques sur la gouvernance et la conformité, des programmes de certification en ligne et des initiatives de renforcement des capacités qui intègrent les tendances émergentes en matière de durabilité et de numérisation. L'engagement du CIBAFI à promouvoir la durabilité au sein de l'industrie de la finance islamique est évident à travers ses initiatives complètes et ses efforts stratégiques. En développant des outils pratiques, en favorisant les collaborations internationales et en offrant des opportunités précieuses de recherche et de développement professionnel, le CIBAFI continue de mener la voie dans l'intégration de la durabilité dans les pratiques de la finance islamique.

Ces jalons reflètent l'engagement du CIBAFI à favoriser une industrie de la finance islamique durable et responsable, garantissant que ses principes s'alignent sur les objectifs mondiaux de durabilité. Les détails de ces initiatives sont inclus dans nos rapports annuels, accessibles sur le site web du CIBAFI.

11. Quelles sont les initiatives ou projets futurs que le CIBAFI prévoit de mettre en œuvre pour renforcer davantage l'agenda de durabilité au sein de l'industrie des services financiers islamiques ?

Le CIBAFI a prévu plusieurs initiatives et projets visionnaires pour promouvoir davantage l'agenda de durabilité au sein de l'industrie financière islamique. Ces initiatives comprennent

des programmes de formation, des activités collaboratives et des projets visant à intégrer la durabilité à travers diverses fonctions au sein des Institutions Financières Islamiques (IFI).

Programme de Gestion de la Durabilité Islamique Certifiée :

o Récemment lancé, ce programme est spécialement conçu pour les IFI et vise à intégrer de manière holistique la durabilité à travers diverses fonctions telles que le développement de produits, les investissements, le financement, la gestion des risques et les rapports financiers.

Destiné aux cadres supérieurs et intermédiaires, cette formation approfondie permettra aux participants de développer les compétences nécessaires pour mener des initiatives stratégiques de durabilité et pour intégrer opérationnellement ces pratiques au sein de leurs organisations.

Programme de Spécialiste Islamique Certifié en Développement de Produits :

o Bientôt disponible, ce programme est destiné aux professionnels impliqués dans le développement de produits au sein des IFI. Il couvrira les principes fondamentaux et les pratiques du développement de produits, assurant que les participants peuvent concevoir et créer des produits ou services conformes aux principes de la Shariah et aux pratiques durables.

Atelier Technique sur l'Avancement de l'Action Climatique dans la Finance Islamique :

o Dans les mois à venir, le CIBAFI organisera un atelier technique axé sur l'action climatique dans le secteur de la finance islamique. Cet atelier introduira une méthodologie unique adaptée aux divers portefeuilles et environnements opérationnels des IFI. Les participants acquerront des connaissances pratiques et des étapes concrètes pour mettre en œuvre des initiatives de durabilité, avec un accent particulier sur l'action

climatique. L'atelier démontrera l'applicabilité de cette méthodologie à la finance islamique, permettant ainsi aux participants de gérer efficacement les défis liés à la durabilité.

Préparation des Banques Islamiques aux Événements Perturbateurs :

o Actuellement en cours de développement, ce projet vise à renforcer la résilience des banques islamiques et leur capacité à répondre de manière efficace aux crises imprévues. L'initiative garantira la stabilité et la continuité des opérations des IFI face à diverses perturbations.

Plateformes Collaboratives et Partage de Connaissances :

o Le CIBAFI continuera à faciliter les discussions et les collaborations à travers des réunions de groupes de travail, des tables rondes et d'autres plates-formes de discussion avec des experts et des parties prenantes. Ces rencontres offriront des opportunités d'échange d'expériences, de meilleures pratiques et de défis liés à la durabilité dans la finance islamique, contribuant ainsi à promouvoir un avenir plus durable pour l'industrie.

Initiatives Conjointes avec des Organisations Internationales :

o S'appuyant sur le succès de collaborations antérieures, le CIBAFI prévoit de lancer de nouvelles initiatives conjointes avec des organisations internationales. Des détails supplémentaires sur ces initiatives seront communiqués dans les mois à venir.

Intégration des Objectifs de la Shariah :

o Le CIBAFI mettra un accent particulier sur l'intégration des objectifs de la Shariah dans toutes ses initiatives de durabilité. Cela implique de garantir que toutes les pratiques et directives de durabilité respectent les principes éthiques islamiques et favorisent la justice sociale, l'équité économique et la gestion environnementale.

Gestion des Risques Climatiques :

o Reconnaissant l'importance croissante de

la gestion des risques climatiques, le CIBAFI travaillera sur l'élaboration de cadres de gestion des risques climatiques complets pour les IFI. Ce processus aidera les institutions à identifier, évaluer et atténuer les risques liés au climat, alignant ainsi leurs opérations sur les efforts mondiaux en matière d'action climatique.

Rapports Pays sur les Études Comparatives en Matière de Durabilité :

o Le CIBAFI prévoit de publier des rapports spécifiques à chaque pays, réalisant des études comparatives sur les pratiques de durabilité au sein du secteur de la finance islamique. Ces rapports identifieront les meilleures pratiques, mettront en lumière les lacunes et formuleront des recommandations pour améliorer la durabilité dans différentes régions.

Sessions Stratégiques sur l'Économie Islamique :

o En continuant à assumer son rôle de leader d'opinion, le CIBAFI organisera des Sessions Stratégiques sur l'Économie Islamique. Ces sessions rassembleront des dirigeants de l'industrie, des décideurs politiques et des universitaires pour discuter de l'orientation stratégique de la finance islamique, avec une forte focalisation sur la durabilité, l'innovation et la finance éthique.

Les initiatives futures du CIBAFI illustrent son engagement à promouvoir une industrie de la finance islamique durable et responsable. En développant des outils pratiques, en offrant une formation complète et en facilitant les collaborations internationales, le CIBAFI vise à être à l'avant-garde de l'intégration de la durabilité dans les pratiques de la finance islamique, tout en soutenant l'agenda mondial de la durabilité. Ces efforts aideront les IFI à naviguer dans un paysage en mutation de la durabilité et à contribuer de manière positive aux objectifs économiques et environnementaux mondiaux.

Le Leadership de la Ligue des États Arabes dans la Finance Durable : Stratégies, Partenariats et Défis»

Financement du développement durable dans la région arabe



• Situation actuelle

La vision des institutions financières concernant le soutien réglementaire n'est pas suffisante pour intégrer les risques et opportunités environnementaux dans leurs stratégies commerciales. De plus, elles manquent de capacité pour gérer ces risques. Sur le plan social, le financement durable est encore perçu comme un investissement caritatif plutôt que comme un modèle d'affaires viable.

La pandémie de COVID-19 et la crise économique ont entraîné une augmentation de l'endettement et d'autres vulnérabilités, affectant de manière disproportionnée les personnes ayant le moins de compétences et se trouvant au bas de l'échelle des revenus. Cela a provoqué une forte hausse du chômage, de la pauvreté, de la faim et des inégalités, touchant particulièrement les femmes, les jeunes et les groupes marginalisés au sein de la communauté.

• Le rôle de la Ligue des États arabes dans le financement durable - établir des partenariats

Le Comité arabe pour le développement durable a adopté le thème du financement durable et l'a inclus parmi les principaux points de l'ordre du jour du comité. Il a tenu une réunion spéciale sur le financement durable dans le cadre des activités de la Semaine arabe du développement durable lors de sa deuxième édition, du 19 au 22 novembre 2018, avec la participation des partenaires financiers, à savoir l'Union des Banques arabes et la Banque islamique de développement, l'Initiative financière du Programme des Nations Unies pour l'environnement, la Société financière internationale (IFC), la Fondation Ford et le ministère de la Planification et du Développement économique de la République arabe d'Égypte.

- Un document préliminaire a été préparé sur les sources de financement durable, s'appuyant sur quatre aspects fondamentaux, interconnectés et imbriqués : le financement gouvernemental, le crédit bancaire et le secteur privé, les institutions financières internationales et régionales, ainsi que les institutions philanthropiques. L'objectif est de transformer la philosophie des pensées financières et bancaires, et de promouvoir le réseautage entre l'argent, la société et l'environnement, en sensibilisant à l'idée qu'il existe un véritable bénéfice à financer des projets de développement durable.

- En janvier 2021, un rapport crucial intitulé «Promotion de la finance durable et de la finance climatique dans la région arabe» a été publié,

fruit d'une collaboration entre la Ligue des États arabes, l'Initiative financière du Programme des Nations Unies pour l'environnement (UNEP FI), le Fonds climatique des ODD pour la région arabe et la Fondation Ford.

- Une table ronde de haut niveau a réuni plusieurs gouverneurs de banques centrales et des cadres supérieurs de pays arabes dans le cadre de la réalisation des objectifs de développement durable. Cette rencontre, organisée par la Ligue des États arabes en partenariat avec l'UNEP FI et l'Union des Banques Arabes, a été l'occasion pour les participants d'exprimer leur volonté d'élaborer une feuille de route pour la croissance. Elle a également appelé à la formation de groupes de travail régionaux pour la finance durable afin d'explorer les approches de développement de cette finance dans la région arabe. Dans le cadre de ce partenariat, trois ateliers ont été organisés sur les risques sociaux et environnementaux pour les représentants des banques des pays arabes.

- En raison de l'importance pour chaque pays arabe de produire son propre rapport sur l'état de son financement durable afin de refléter ses efforts

pour fournir un financement pour ses objectifs de développement ainsi que ses plans futurs pour renforcer ses sources de financement, la Ligue des États arabes, en coopération avec le Ministère de la Planification et du Développement économique de la République arabe d'Égypte, a lancé en 2022 le «Rapport sur le financement du développement durable». Ce rapport, élaboré sous la supervision du Dr Mahmoud Mohieldin, Directeur exécutif du Fonds monétaire international, représente une première dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, en prenant la République arabe d'Égypte comme modèle, et ce, malgré la propagation de la pandémie de Covid-19.

- La Ligue des États arabes aspire également à mettre en place de nouveaux programmes de soutien au financement durable, y compris en encourageant la normalisation du développement durable pour les diverses institutions contribuant à cet agenda, telles que les secteurs bancaire et non bancaire, le secteur privé et les institutions philanthropiques. De plus, elle envisage des programmes de sensibilisation pour éduquer la communauté aux concepts de durabilité.



- En collaboration avec l'ESCWA, la Ligue des États arabes a organisé un atelier dans le cadre des ateliers régionaux pour les rapports nationaux volontaires des pays arabes sur le «financement du développement durable», en raison de sa priorité mondiale et régionale, et de son rôle majeur dans la mise en œuvre du plan 2030 en matière de mobilisation des ressources financières pour atteindre des objectifs de développement global.

L'atelier s'est concentré sur les lacunes financières dans la région arabe et sur la nécessité d'adopter de nouvelles approches pour combler cette lacune, tout en favorisant l'échange d'expériences et d'opinions entre les participants.

- D'autre part, la Ligue des États arabes a lancé l'initiative MA'AN, offrant ainsi aux institutions de soutien l'opportunité de coordonner leurs efforts de développement dans la région arabe en reliant toutes ces initiatives à la mise en œuvre de diverses activités de gestion des connaissances soutenant des politiques non traditionnelles, un développement global et intégré, ainsi que des investissements verts dans les pays arabes.

Ces activités visent à accélérer la réalisation des Objectifs de Développement Durable (ODD), à soutenir la localisation des normes de durabilité et à renforcer les concepts de durabilité au sein du secteur privé et des institutions commerciales. Elles se concentrent également sur la sensibilisation et le changement de comportement des citoyens arabes, tout en promouvant les efforts médiatiques des institutions de soutien pour atteindre les ODD d'ici 2030.

- Récemment, la Ligue des États arabes a inscrit à l'ordre du jour du prochain sommet de développement économique et social arabe une étude sur la finance durable dans la région arabe.

Cette étude comprend les pratiques arabes visant à atteindre un financement vert et durable dans

la région, une analyse des crises économiques et de leur impact sur les économies des pays arabes, ainsi qu'une explication du rôle des organisations internationales dans la promotion de la durabilité et du financement durable. Elle examine également les défis et les obstacles au financement dans la région, tout en proposant une feuille de route vers la réalisation du financement du développement durable dans la région arabe.

•Partenaires Financiers

- Conformément à l'objectif 17 des Objectifs de développement durable, intitulé « Partenariats pour la réalisation des objectifs» qui englobe également les aspects financiers, le Département du développement durable et de la coopération internationale de la Ligue des États arabes a établi des partenariats avec divers acteurs impliqués dans le financement durable.

Ces partenariats incluent les institutions concernées des pays arabes ainsi que des organisations régionales et internationales. Toutes ces entités sont considérées comme membres du groupe de travail technique sur la finance durable dans la région arabe.

- Les membres du groupe de travail technique sur la finance durable sont constitués du Centre régional pour la finance durable, de la Fondation Ford, de l'Union des Banques Arabes, du Programme des Nations Unies pour l'environnement FI, ainsi que de la Société financière internationale du Groupe de la Banque mondiale. Ce cadre permet également l'intégration de nouvelles entités concernées par la finance durable à l'avenir.

- La Ligue des États arabes tiendra une session spécialisée de haut niveau dans le cadre de la Semaine arabe du développement durable sur les questions prioritaires liées à la finance durable dans la région arabe, en coopération avec les partenaires pertinents.



• **Défis et obstacles au financement dans la région arabe.**

Il y a de nombreux obstacles et défis dans la région arabe qui entravent la fourniture du financement nécessaire pour atteindre les objectifs de développement durable. Parmi les plus importants, on peut citer :

- Un soutien législatif insuffisant, car il n'existe pas de réglementations financières explicites liées au climat.
- De nombreux investisseurs ne comprennent pas la notion de durabilité ou ne sont pas conscients des avantages de la finance verte et durable.
- Absence d'incitations au financement de la transition vers des économies vertes résilientes au changement climatique.
- Obstacles sur le marché, notamment une offre limitée de projets verts viables liés au changement climatique.
- Des procédures lentes et complexes qui rendent difficile l'accès aux ressources des fonds climatiques.
- Le manque de capacités avancées des agences de mise en œuvre des pays arabes et la capacité institutionnelle limitée des agences de mise en œuvre à accéder au financement privé et public pour les activités liées au climat, tant au niveau local qu'international.
- Manque de données de qualité constante, ainsi que l'absence de métriques, de critères de classification, de définitions standard et de méthodologies bien développées acceptables pour tous.

A VANCER LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE GRÂCE À DES SOLUTIONS INNOVANTES CHEZ HEDERA



Natalia Realpe Carrillo, Alfonso Caiazzo (HEDERA Sustainable Solutions GmbH)

Les solutions commerciales innovantes et durables sont cruciales pour atteindre les Objectifs de Développement Durable (ODD) des Nations Unies. HEDERA Sustainable Solutions GmbH (<https://hedera.online>), une entreprise technologique sociale allemande pionnière dans la technologie et le développement durables dans le secteur de la microfinance, se consacre à transformer ce secteur grâce à des solutions innovantes pour la gestion des données d'impact et la finance inclusive verte, favorisant ainsi la durabilité, la transparence et l'appropriation.

Un parcours d'accompagnement des secteurs de l'énergie et de l'investissement à impact - gestion efficace des données pour la mesure de l'impact de l'accès à l'énergie

L'amélioration de l'accès à l'énergie en milieu rural améliore la qualité de vie des ménages, réduit la vulnérabilité des communautés et augmente la productivité des entreprises. Parallèlement, les technologies modernes remplacent les sources d'énergie polluantes. Les solutions d'énergie propre réduisent la dépendance à la biomasse pour la cuisson et aux combustibles fossiles pour l'éclairage, contribuant ainsi à la préservation de l'environnement et à l'équité entre les sexes dans

les communautés où les femmes sont responsables de la collecte de la biomasse.

De plus, soutenir les entreprises locales d'énergie rurale dirigées par des femmes renforce l'autonomisation des femmes. Gérer ces différentes dimensions de l'impact va au-delà du suivi des données financières et des résultats. Les données sur le retour sur investissement, les ventes et les emplois créés, souvent collectées au niveau du fournisseur d'énergie, doivent être combinées avec des évaluations plus larges centrées sur le client. La collecte de données est particulièrement difficile dans le secteur de l'énergie rurale, où les clients vivent dans des zones reculées.

De plus, les entreprises peuvent avoir besoin d'outils de gestion des données supplémentaires et de ressources humaines pour les tâches de reporting. Ces défis deviennent des fardeaux de reporting pour les gestionnaires de fonds d'impact, qui doivent souvent manipuler manuellement plusieurs fichiers Excel et aligner les résultats avec différentes normes de reporting.

Solutions : 'Digital by Design'

Chez HEDERA, nous croyons que la gestion de l'impact doit être conçue numériquement dès le départ. Nous visons à autonomiser les organisations rurales en leur fournissant des outils de collecte, de validation, d'analyse et de reporting des données numériques. Les systèmes de gestion des données basés sur le cloud, bien conçus, peuvent faciliter des processus de suivi de l'impact plus efficaces et transparents. En soutenant les organisations de développement, les entreprises d'infrastructure de base, les prestataires de services financiers et les investisseurs dans la structuration de leurs données d'impact dès le début, les systèmes de gestion d'impact numérique offrent une solution de reporting durable qui peut facilement être adaptée à différentes langues et à divers intervenants.

Numérisation de la gestion des données d'impact au niveau institutionnel et des ménages

Depuis 2020, HEDERA a joué un rôle clé dans la numérisation des rapports des bénéficiaires du Renewable Energy Challenge Fund pour l'UNCDF. Cette initiative a non seulement simplifié le processus de suivi, mais aussi amélioré la qualité des données. Les bénéficiaires reçoivent désormais des rapports d'impact prêts à l'emploi, générés automatiquement à partir de leurs indicateurs de performance (KPI).

Pour l'évaluation des ménages, nous avons développé une bibliothèque d'outils de collecte de données web et mobiles qui numérisent les cadres de normes les plus récents pour l'évaluation des

besoins de base, y compris le Cadre Multi-Tier de l'ESMAP pour l'accès à l'énergie.

Depuis 2022, nous avons enquêté auprès de plus de 7 000 ménages ruraux en Afrique, en Asie et en Amérique latine dans le cadre du projet IMPACT-R <https://impact-r.org>, lancé en collaboration avec l'Institut de Recherche pour la Durabilité de Potsdam (RIFS). Les résultats, disponibles sur un tableau de bord public, ont révélé les interconnexions entre l'accès à l'énergie, l'accès à l'eau potable et la sécurité alimentaire.

Explorez le tableau de bord et ses résultats ici : <https://impact-r.org/reports/water-energy-food/html/impact-r.html>

Des données aux stratégies environnementales : développement de produits financiers pour améliorer la résilience climatique et la durabilité – promouvoir la finance inclusive verte

En reliant l'accès à l'énergie et l'inclusion financière, permettant ainsi aux institutions de comprendre les besoins de leurs clients et de développer des produits financiers dédiés qui répondent à des objectifs spécifiques des ODD, notre travail chez HEDERA s'est concentré sur la promotion de la finance inclusive verte dans le secteur de la microfinance.

Définie comme la fourniture de services financiers répondant à la demande des ménages et des micro- et petites entreprises exclues du secteur bancaire commercial, avec pour objectif principal d'augmenter la résilience au changement climatique, de réduire les impacts environnementaux négatifs et de favoriser la durabilité, la finance inclusive verte repose sur la capacité des prestataires de services financiers à connaître les besoins de leurs clients et à leur offrir des solutions financières et non financières adaptées.

Développement de la microfinance verte dans la région MENA

Pour comprendre le niveau de développement de la microfinance verte dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA), HEDERA a mené une étude de marché financée par le Fonds SANAD pour les PME, dans le cadre de sa facilité d'assistance technique, en 2022.

La recherche présente les résultats de l'enquête sur l'Indice de Pénétration de la Microfinance Verte, mise en œuvre dans toute la région, montrant un développement diversifié du secteur en matière de développement stratégique, de gestion des risques et de conception de produits financiers. Les résultats montrent que les institutions établies et matures sont plus avancées dans leur offre ; un intérêt accru pour l'agriculture durable domine dans toute la région ; et les institutions souhaitent développer leurs stratégies climatiques pour se préparer aux défis à venir.

Dans le but d'engager davantage et de sensibiliser les parties prenantes, une série d'événements a suivi pour le secteur en partenariat avec le SANAD TAF – un atelier approfondi dédié à la microfinance verte dans la région MENA, des sessions à la conférence SANABEL, et une série de webinaires présentant les résultats de chaque pays et mettant en avant l'expérience des institutions de microfinance, des investisseurs à impact et des régulateurs sur la manière dont ils promeuvent la finance durable au niveau local.

Développement de plans d'action pour agir dans la microfinance verte – Support personnalisé

De plus, pour les institutions avançant dans la définition de leurs engagements et de leurs plans d'action pour faire de la résilience climatique la stratégie centrale de l'institution, HEDERA a soutenu Attawfiq Microfinance au Maroc avec une évaluation à 360 degrés concernant leurs progrès

vers la durabilité, une assistance technique cofinancée par SANAD TAF.

L'évaluation a couvert la stratégie de durabilité, la gestion des risques climatiques, les connaissances sur le sujet de la durabilité parmi la direction et les agents de crédit, ainsi que l'offre existante de produits financiers environnementaux et de services non financiers. Sur la base de cette évaluation, les institutions sont assistées dans le développement d'un plan d'action pour la mitigation des risques climatiques et la conception de produits financiers intelligents face au climat.

Pour plus d'informations sur le soutien de HEDERA à la finance inclusive verte : <https://hedera.online/en/green/index.html>

Relever les défis et innover pour l'avenir

Alors que les cadres évoluent et que les défis dus aux risques liés au changement climatique pour les institutions de microfinance augmentent, HEDERA soutient les institutions dans l'évaluation des risques climatiques afin de définir leurs stratégies de résilience climatique, en suivant les dernières normes et en leur permettant d'accéder à des outils et des bases de données sur lesquels elles peuvent s'appuyer pour leur planification interne. Nos évaluations des risques climatiques englobent les risques physiques et de transition au niveau de l'institution, du portefeuille et des clients, et nous identifions également les risques par secteur que financent les institutions de microfinance.

Avec un engagement envers l'innovation, la numérisation et l'autonomisation des institutions pour qu'elles deviennent des leaders dans leur parcours de durabilité, nous sommes désireux d'assister les parties prenantes prêtes à tirer parti de leur infrastructure, de la gestion des données et de la portée pour mieux servir leurs clients, de manière plus efficace et durable.

F

inancement des Objectifs de Développement Durable (ODD) : le rôle et les contributions de l'ONU



Les progrès vers les Objectifs de Développement Durable (ODD) doivent être accélérés, car seulement 15 % des cibles sont en bonne voie, tandis que les populations les plus pauvres et les plus vulnérables subissent les pires effets des défis mondiaux sans précédent.

Lors de la «Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques» (COP28) en 2023, les Banques Multilatérales de Développement (BMD) ont conjointement déclaré que «reconnaissant les interconnexions entre les triples crises planétaires du climat, de la nature et de la pollution, atteindre les Objectifs de Développement Durable (ODD), les objectifs de l'Accord de Paris et le Cadre Mondial pour la Biodiversité de Kunming-Montréal (CMB) exige que nous

redoublions d'efforts avec urgence et à grande échelle. (...) Nous nous engageons à renforcer notre collaboration avec nos clients, partenaires de développement, la société civile, le secteur privé et d'autres, pour réduire la pauvreté et les inégalités, et faire face aux crises».

La déclaration conjointe des institutions financières reflète fortement certaines des principales propositions du Secrétaire général des Nations Unies, M. Antonio Guterres, qui visent à transformer l'architecture financière internationale en la rendant «adaptée à son objectif, plus inclusive, juste, représentative, efficace, résiliente et réactive au monde d'aujourd'hui». De plus, Guterres a exprimé son espoir qu'en septembre 2024, «le Sommet du Futur adoptera 'Un Pacte pour le Futur' qui se concentrera également sur le développement

durable et le financement du développement, et en particulier sur un système financier mondial qui fonctionne pour tous».

L'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONUDI) L'ONUDI est l'institution spécialisée des Nations Unies chargée de promouvoir le développement industriel – un catalyseur majeur pour atteindre les ODD – et un partenaire de développement de longue date de la communauté financière, y compris des BMD et de leurs parties prenantes communes. Bien que l'Organisation ne soit pas une agence de financement en tant que telle, elle remplit ses fonctions normatives,

consultatives, d'assistance technique et de convocation pour soutenir les objectifs et buts de développement mondial, en particulier en fournissant ses connaissances et son expertise sur le financement des ODD.

«Une offensive d'investissement de plusieurs milliards de dollars est nécessaire», a déclaré le Directeur

Général de l'ONUDI, M. Gerd Müller, lors de son discours d'ouverture au Forum International de l'Énergie et du Climat de Vienne en 2023. «Nous avons besoin d'investissements dans un nouveau 'Green Deal', notamment dans les pays à revenu faible et intermédiaire (PRFI). Nous avons besoin d'un accord de financement climatique avec un partenariat technologique et de développement ; la mise en œuvre des fonds pour les pertes et dommages climatiques ; le respect des engagements climatiques de la part des pays industrialisés ; et des investissements dans des solutions fondées sur la nature».

M. Müller plaide toujours pour un financement accru en faveur du développement industriel

durable et appelle à rattraper le temps perdu en étant plus innovant pour atteindre le 'Progrès par l'innovation'. Sous sa direction, l'ONUDI a développé son engagement avec d'autres agences du système des Nations Unies vers la mise en œuvre des Cadres de Coopération pour le Développement Durable des Nations Unies (CCDDNU).

Parallèlement, et dès le début de son premier mandat en tant que Directeur Général de l'ONUDI, M. Müller a souligné l'importance des instruments financiers innovants : «La croissance économique, le développement social et l'action

climatique dépendent des investissements dans les infrastructures, le développement industriel durable et le progrès technologique ; les fonds publics seuls ne seront de loin pas suffisants pour combler le déficit financier nous empêchant d'atteindre les ODD». Il a ajouté : «La mobilisation du capital privé est donc cruciale pour fournir des services essentiels

; soutenir la capacité fiscale des gouvernements ; atténuer les récessions économiques et aligner les investissements sur l'impact».

Certains projets et initiatives de l'ONUDI ont déjà commencé à intégrer des mécanismes et instruments financiers innovants, qui sont le plus souvent développés en collaboration avec des institutions financières publiques et privées, pour compléter les activités de coopération technique (CT) traditionnelles de l'Organisation.

«Pour accroître encore notre soutien aux États membres de l'ONUDI, nous nous engageons maintenant sur une voie pour créer des outils financiers innovants, étendre les outils existants et généraliser ces solutions», a déclaré Gunther



Beger, Directeur Général de la Direction de l'Innovation pour les ODD et de la Transformation Économique de l'ONUDI. «Notre effort immédiat est de mobiliser des capitaux publics et privés pour l'ONUDI afin d'intensifier ses programmes et projets de CT, finançant ainsi les ODD et obtenant un impact plus important pour nos bénéficiaires». À cette fin, l'ONUDI a créé la Division des Finances Innovantes et des Institutions Financières Internationales (IET/IFI) pour interagir avec les acteurs financiers privés ; les banques de développement multilatérales, régionales et nationales (ayant des opérations internationales) ; et avec des initiatives financières internationales. En moins de deux ans, la Division et ses partenaires internes ont conjointement mobilisé un montant substantiel de fonds externes pour la mise en œuvre de programmes et initiatives liés aux ODD.

«Actuellement, nous poursuivons 24 flux de discussions avec des BMD et d'autres institutions financières internationales (IFI), dont 9 ont déjà abouti à de nouveaux accords de coopération formels et/ou renouvelés (par exemple, par des Déclarations conjointes ou des Échanges de Lettres)», a déclaré Michael Dethlefsen, Chef de l'IET/IFI. «Tout en contribuant aux ODD, ces flux se concentrent fortement sur les trois priorités de l'ONUDI – «mettre fin à la faim», «limiter la dégradation climatique» et «soutenir des chaînes d'approvisionnement durables».

De plus, bon nombre des nouveaux domaines d'intervention de l'Organisation – y compris les minéraux critiques, l'intensification de l'initiative de cuisine propre, l'économie verte et bleue (qui sont également essentiels pour la mise en œuvre des ODD) – sont activement promus auprès des partenaires financiers publics et privés de l'Organisation, ce qui se traduit par des discussions approfondies avec les BMD et la formulation connexe d'approches programmatiques conjointes.

En Afrique par exemple, avec la Banque Africaine

de Développement (BAD), Afreximbank et la Banque Islamique de Développement (BID), l'ONUDI est devenu un membre fondateur de l'Alliance des Zones Spéciales de Transformation Agro-Industrielle visant à stimuler l'agriculture et la production alimentaire en Afrique. L'ONUDI travaille également avec la BAD sur le Programme Conjoint du Compact Lusophone, une plateforme de financement qui fournit des produits de financement, de l'atténuation des risques et de l'assistance technique pour accélérer le développement du secteur privé dans les pays lusophones. Enfin, l'ONUDI a obtenu le soutien du Fonds de l'OPEP pour le Développement International (Fonds OPEP) pour son initiative de cuisine propre à Madagascar.

En Asie Centrale, l'ONUDI travaille avec la Banque Eurasiatique de Développement pour favoriser la numérisation ainsi que pour mettre en place un cluster régional d'irrigation. Avec la Banque Asiatique d'Investissement dans les Infrastructures et la Nouvelle Banque de Développement, l'ONUDI cherche à identifier des opportunités de financement dans les domaines de la décarbonisation, de la numérisation, de l'hydrogène vert et des zones économiques spéciales. Avec la Banque Asiatique de Développement, l'Organisation travaille dans l'économie verte et bleue, très pertinentes pour les Pays les Moins Avancés et les Petits États Insulaires en Développement.

Pour développer davantage sa coopération avec les BMD en vue de financer les ODD, l'ONUDI fournit, dans ses domaines prioritaires et certaines chaînes d'approvisionnement, un soutien technique pour rendre les petites et moyennes entreprises (PME) «prêtes à l'investissement», réduisant ainsi les risques d'investissement.

«Les IFI et les BMD cherchent souvent des perspectives d'investissement durable mais manquent souvent d'accès à des entreprises et des opportunités d'investissement dans les pays à revenu faible et intermédiaire (PRFI). L'ONUDI

pourrait servir de pont, en développant également des instruments financiers innovants avec des partenaires stratégiques», a déclaré Karim oud Chih, Chef de la Task Force des Finances Innovantes de l'ONUDI. «Il y a beaucoup de capitaux cherchant plus qu'un retour financier. Avec des instruments financiers innovants – comme les fonds d'impact – ce capital peut contribuer aux ODD tout en obtenant un retour financier. La clé de cette approche est le mélange de financements publics et privés avec des profils risque-rendement différents mais une mission



commune : faciliter les investissements à impact dans les PRFI»

L'Organisation favorise également la compétence globale de l'écosystème financier en garantissant, par le biais de mesures de renforcement des capacités et de formation, un cadre juridique et politique propice à la finance innovante, incluant la conception, la mise en œuvre et l'exploitation d'instruments financiers innovants. Parallèlement, et afin de soutenir davantage le financement des ODD, le partenariat de l'ONUDI avec les fonds mondiaux a été renforcé :

« La coopération avec le Fonds multilatéral pour l'application du Protocole de Montréal (MLF) est très solide », a déclaré Ciyong Zou, adjoint du Directeur général et directeur exécutif de la Direction de la coopération technique et du développement industriel

durable (TCS) de l'ONUDI. « L'ONUDI met en œuvre des projets dans 80 pays pour éliminer les hydrochlorofluorocarbones et réduire les hydrofluorocarbones, entraînant une réduction significative de 40,8 millions de tonnes de CO2 équivalent».

L'ONUDI collabore également avec d'autres fonds mondiaux, notamment le Fonds pour l'environnement mondial, pour des projets tels que l'adaptation au climat, les solutions de décarbonisation industrielle, les technologies de l'hydrogène vert, la verdisation des chaînes d'approvisionnement et les modèles d'investissement innovants. Cela inclut aussi sa contribution technique au Fonds pour les pays les moins avancés et au Fonds spécial pour les changements climatiques. L'ONUDI a également renforcé sa coopération avec le Fonds vert pour le climat par le biais de consultations stratégiques structurées ainsi que sa participation aux dialogues régionaux. Tirant parti de son accréditation auprès du Fonds d'adaptation, l'ONUDI a continué de formuler des concepts régionaux et nationaux ainsi que des propositions à grande échelle pour l'Afrique et l'Asie. De plus, l'ONUDI a rejoint le partenariat novateur de l'Accélérateur d'innovation climatique du Fonds d'adaptation, qui vise à promouvoir l'innovation dans l'adaptation au changement climatique dans les pays en développement.

Grâce à ses partenariats avec d'autres acteurs du développement, l'ONUDI peut attirer des ressources financières supplémentaires et des savoir-faire du secteur privé pour compléter les efforts financiers des banques multilatérales de développement. En fait, les efforts de l'ONUDI sont très alignés avec des initiatives similaires de partenaires partageant les mêmes objectifs, y compris l'Union des Banques Arabes (UBA) :

« Lors du Sommet sur les ODD qui s'est tenu en septembre 2023, l'Union des Banques Arabes a annoncé un engagement à participer aux efforts mondiaux pour renforcer le financement des



ODD dans la région arabe, et à travailler avec les institutions financières arabes pour mobiliser un objectif de 1 000 milliards de dollars des États-Unis d'ici 2030 », a déclaré le Dr Wissam H. Fattouh, Secrétaire Général de l'UBA, lors du récent cinquième Forum mondial des entrepreneurs investisseurs (WEIF) à Manama. « L'objectif de cet engagement est d'accélérer la mise en œuvre des ODD et de conduire les six transitions clés dans les 22 États arabes, y compris le changement climatique, l'énergie et l'éducation ».

En effet, grâce à ses partenariats publics et privés, les interventions de l'ONUDI peuvent également servir à déclencher des flux supplémentaires d'investissement, de capacités et de compétences pour mettre en œuvre les ODD à travers le monde. Ainsi, ce n'est qu'en combinant les ressources financières, l'expérience accumulée et l'expertise que les institutions et organisations internationales pourront réaliser leur potentiel de la manière la plus efficace, soutenir les pays en développement et relever les défis mondiaux.

« Alors que les défis et les conflits persistent, il est important que notre travail et nos efforts se

poursuivent pour assurer prospérité et paix », a déclaré M. Hashim Hussein, chef du Bureau de promotion des investissements et de la technologie à Manama et organisateur du WEIF 2024. « Nous utilisons les plateformes de l'ONUDI pour mettre en valeur les domaines d'expertise et les nombreuses compétences de l'Organisation et de ses partenaires, notamment en matière d'entrepreneuriat et d'écosystèmes innovants, les six transitions en tant que voies d'investissement pour atteindre les ODD, la transformation numérique et l'inclusion financière intelligente – toutes des activités nécessaires pour financer les ODD ».

C'est bien cet effort combiné et le besoin d'une coopération accrue pour financer les ODD qui ont sous-tendu la déclaration commune des dirigeants des banques multilatérales de développement lors de la réunion annuelle de la Banque mondiale en 2023 : « La famille des institutions financières internationales sera plus efficace si elle représente un système intégré de liens horizontaux et verticaux ». Et, au sein de l'écosystème du développement international, l'ONUDI continuera à jouer son rôle pour garantir le financement et la réalisation des ODD.

Banque de l'Habitat - Liban :

47 années d'engagement indéfectible en faveur de l'accès durable au logement.»



Alors que l'accès au logement demeure une préoccupation majeure pour de nombreuses familles, la Banque de l'Habitat s'impose comme un pilier essentiel dans la réalisation des rêves immobiliers.

En tant que moteur financier de prêts Habitats, elle incarne l'engagement à fournir des solutions de financement adaptées, soutenant ainsi le développement économique, social et écologique. Dans cet article, nous explorerons le rôle crucial de la Banque de l'Habitat dans la concrétisation des aspirations de logement et son impact sur la vie quotidienne des citoyens

Le 15 janvier 2024 a marqué le 47e anniversaire de la Banque de l'Habitat, une étape significative autant dans son historique que dans son engagement envers sa communauté afin de faciliter l'accès au logement.

Depuis sa fondation, la banque s'est engagée à soutenir les personnes à revenu moyen et faible à devenir propriétaires de leur maison en leur offrant des prêts de logement subventionnés. Et ainsi contribuer à limiter les facteurs de migrations de la jeunesse Libanaise.

Malgré les défis critiques, politiques, sociales et économiques qui ont marqué notre pays depuis des années, la Banque de l'Habitat a maintenu un engagement indéfectible envers sa communauté. Face à ces défis, elle a continuellement recherché des sources de financement locales ainsi que étrangères auprès d'Institutions et d'Organisations Arabes, Internationales et Européennes.

Au milieu de l'instabilité et des difficultés actuelles, la Banque de l'Habitat a été un phare de stabilité, offrant un soutien vital à ceux qui aspirent à posséder leur propre logement et une source d'inspiration, démontrant qu'une institution peut rester fidèle à sa mission humanitaire malgré les tempêtes qui peuvent balayer son environnement.

En recherchant activement et inlassablement des partenariats et des financements à travers les frontières, la Banque de l'Habitat a montré sa détermination à surmonter les obstacles et à continuer à servir ceux qui dépendent d'elle pour réaliser leurs rêves de logement. Son modèle illustre et incarne la puissance de la persévérance et de l'engagement envers le bien-être de la communauté.

En dépit de ces turbulences, la Banque de l'Habitat n'a jamais dévié de sa responsabilité



envers la société, poursuivant sans relâche sa mission de fournir des prêts subventionnés pour soutenir l'accès à la propriété.

Son engagement envers sa communauté a été inébranlable, faisant d'elle un pilier de solidité par ces temps incertains ; et Grâce à son réseau de partenariats et à sa détermination sans faille, la Banque de l'Habitat a pu continuer à remplir son rôle crucial dans la vie de tant de personnes, offrant un espoir tangible pour un avenir meilleur malgré les difficultés rencontrées.

La persévérance et les efforts inlassablement déployés ont été couronnés par la réalisation de plusieurs succès.

A commencer par « Le fond arabe pour le développement économique et social » qui avait accepté ; les modifications, concernant l'octroi de prêts subventionnés au logement, en dollars ; alors qu'ils étaient prévus, dans une première version de l'accord en livres Libanaises. Ce dernier offrira un programme de prêts subventionnés en dollars, dédié à l'achat, la construction, la reconstruction, la rénovation, et l'amélioration d'un logement.

Dans le contexte de la construction, la reconstruction, la rénovation et l'amélioration d'un logement de nouveaux prêts écologiques ont vu naître le jour ; s'alignant sur les besoins actuels de préservation de l'environnement. Cette initiative souligne l'importance de promouvoir des pratiques de construction, durables et respectueuses de l'environnement.

En juin 2022, en vertu de son objectif d'améliorer les conditions d'octroi des prêts, la banque a inauguré « le prêt de panneaux photovoltaïques » ; en partenariat avec la LCEC qui s'est engagée à offrir son assistance technique suite à la lettre d'accord signée entre les 2 institutions.

Toujours dans ce même aspect d'amélioration « Le prêt des stations d'épuration des eaux usées », visant à remplacer les fosses septiques non réglementées et qui présentent des risques pour la santé publique et environnementale. Ce prêt a été créé en collaboration avec l'USAID WSC qui s'est engagée à procurer son assistance et son expertise pour soutenir la banque dans ce Project, suite au protocole d'accord signé entre le 2 institutions, et qui s'est traduit par des sessions de formations spécialisées aux ingénieurs de la Banque de l'Habitat animées par USAID WSC. Les ingénieurs sont désormais des experts formés pour accompagner une initiative environnementale importante.

Dans le cadre de sa mission axée sur l'inclusion et le soutien de sa communauté, la banque de l'Habitat s'est également engagée à soutenir les personnes handicapées en travaillant sur la création d'un nouveau produit ; offrant de petits prêts subventionnés adaptés à leurs besoins spécifiques. Cette initiative vise à garantir que tous les individus, quel que soit leur handicap, puissent bénéficier du droit fondamental à un logement sûr et adapté. Conçu spécifiquement pour répondre aux besoins des personnes handicapées, ce prêt subventionné vise à financer les améliorations domiciliaires visant à rendre les maisons plus adaptées et accessibles.

En investissant dans ces initiatives, la banque vise à créer des environnements domestiques plus accessibles et fonctionnels, contribuant ainsi à améliorer la qualité de vie quotidienne des individus handicapés. Ce produit représentera un pas important vers une société plus inclusive et



équitable pour tous, et incarnera la volonté de faire une réelle différence dans la vie quotidienne de notre communauté.

Par le biais des efforts en cours, pour fournir de nouveaux Fonds, à citer le « Caisse de Développement d'Abu Dhabi ».

Le 4 avril 2024, Le Conseil des Ministres a approuvé la demande de la Banque de L'Habitat pour un prêt bonifié qui sera accordé par le Fond d'Abu Dhabi, démontrant ainsi l'engagement du gouvernement à soutenir les initiatives de la Banque dans sa mission à procurer l'accès à la propriété. (Procès-Verbal du Conseil des ministres n° 69, décision n° 12, en date du 04/04/2024).

Le 13 Juin 2024, Ingénieur Nabil El Jisr, Président du CDR, a demandé officiellement et au nom du Gouvernement Libanais, au Directeur Général de la Caisse de Développement d'Abu Dhabi, son Excellence Mohamad Seif Sweidi, d'accorder un prêt subventionné exclusif à la Banque de L'Habitat, en faveur des Libanais à faibles et moyens revenus. (Lettre No. 1/1284 datée du 13/06/2024) ; soulignant encore une fois l'implication du gouvernement à favoriser et à soutenir les initiatives de la Banque de L'Habitat.

Dans le contexte à faciliter le processus de déploiement des demandes de prêts, Une

liaison électronique entre la Banque de l'habitat (BDH) et la Direction Générale des Affaires du Cadastre, relevant du Ministère des Finances, devrait être mise en place prochainement, ce qui facilitera par conséquent l'émission d'attestations de non-propriété.

L'élaboration d'un protocole d'accord est en vue, entre le Ministère du Travail et la Banque de l'Habitat, qui a pour but de majorer la valeur du « Certificat de dépôt pour les travailleurs étrangers, et les sociétés de recrutements de domestiques » déposé auprès de la banque de l'Habitat, afin de soutenir les Libanais dans ces circonstances difficiles que traverse le pays, car cela a des implications importantes, pour la gestion des prêts bonifiés dans le domaine du logement, de la rénovation et de la construction. Et dans ce même cadre, une mise au point d'un protocole d'entente se profile, entre les Compagnies Assurances et la Banque de L'Habitat, pour l'émission de Certificats de Dépôts, pour les Assurances.

Un autre protocole est prévu entre L'Union des Banques Arabes et la Banque de L'Habitat, en vue d'exploiter, de renforcer et d'échanger leurs expériences mutuelles, dont le rôle principal sera d'assister la banque dans l'obtention de nouveaux fonds financiers Arabes à des taux d'intérêts réduits et subventionnés ; destinés à accorder des prêts au logement aux personnes à revenus limités et moyens.

Et pour conclure, nous tenons à souligner que par sa gestion stratégique efficace, son adaptation aux besoins changeants du marché, sa Crédibilité sans pareille envers les institutions nationales et internationales, et sa relation de confiance durable avec sa communauté, qui a permis à la Banque de L'Habitat de prospérer et d'évoluer, dans un environnement économique si critique, depuis sa création jusqu'à ce jour.

Oman publie un cadre de finance durable dans le secteur financier



Oman franchit un pas important vers la durabilité grâce à son plan de financement vert ambitieux. Avec pour objectif un financement intégralement vert pour les projets durables d'ici 2040, le Sultanat d'Oman met en place un cadre complet, reconnaissant plusieurs défis majeurs à relever.

Le ministère des Finances est à la tête de cette initiative en élaborant un Cadre de Financement Souverain Durable et en collaborant avec la Bourse de Muscat pour instaurer une «Triple Gouvernance» pour les entreprises cotées, intégrant les aspects environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG).

La Banque centrale d'Oman élabore un cadre spécifique pour le secteur bancaire, tandis que le Centre de Durabilité d'Oman met en place un système d'échange de crédits carbone pour encourager la réduction des émissions. L'Autorité d'Investissement d'Oman contribue également avec son propre cadre de «Triple Gouvernance». Le plan établit des objectifs ambitieux : augmenter la part du financement vert dans les projets durables, passant de moins de 1 % en 2022 à 50 % d'ici 2025, 67 % d'ici 2030, pour finalement atteindre 100 % d'ici 2040.

Plusieurs entités pilotent cette mise en œuvre : le ministère des Finances, l'Autorité des Marchés Financiers, la Bourse de Muscat, la Banque Centrale d'Oman, l'Autorité d'Investissement d'Oman et le Centre de Durabilité d'Oman.

Les ambitions de financement vert d'Oman sont louables et cruciales pour l'avenir de la nation. Le succès de cette démarche dépend de la collaboration entre le gouvernement, les institutions financières et le secteur privé. Simplifier les réglementations, améliorer la conformité des projets et élargir les instruments de financement vert sont des étapes clés de cette démarche. Atteindre 100 % de financement vert d'ici 2040 reste un objectif ambitieux, mais le chemin parcouru ouvre déjà la voie à des progrès significatifs sur le plan environnemental et économique à Oman.

La Tunisie face à des défis économiques : l'énergie renouvelable comme clé de la reprise



En 2023, la reprise économique de la Tunisie a été freinée par une grave sécheresse, des conditions de financement strictes et un rythme modéré des réformes. La croissance du pays est restée inférieure aux niveaux d'avant la COVID-19, plaçant la Tunisie parmi les économies de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord les plus lentes à se redresser, selon le Rapport de suivi de la situation économique pour la Tunisie, publié par la Banque mondiale au printemps 2024.

Ce rapport, intitulé Une énergie renouvelée pour l'économie, prévoit des taux de croissance de 2,4 % en 2024 et de 2,3 % en 2025-2026, en supposant une atténuation des conditions de sécheresse et des avancées dans les réformes budgétaires et celles relatives à la concurrence. Selon le rapport, la Tunisie a amélioré sa balance extérieure et réduit son déficit commercial grâce à des conditions internationales favorables, mais ses besoins de financements extérieurs restent importants. Il est essentiel de s'attaquer rapidement aux causes sous-jacentes de ces besoins, telles que le déficit énergétique, le service de la dette et le niveau des

investissements étrangers.

Malgré des progrès dans le tourisme et les exportations, l'économie tunisienne a été affectée par la sécheresse, qui a entraîné une réduction de 11 % de la production agricole, soulignant la nécessité de mesures d'adaptation au changement climatique. Les répercussions de la sécheresse ont été aggravées par une demande intérieure limitée, impactant les secteurs de la construction et du commerce, ce qui a entraîné une hausse du taux de chômage à 16,4 % au quatrième trimestre de 2023 et une baisse de la participation au marché du travail.

Le rapport examine en détail les défis et les opportunités économiques actuels de la Tunisie. Malgré une demande limitée, l'inflation reste à 7,8 %, avec une augmentation des prix alimentaires de 10,2 %, en raison de l'augmentation des marges bénéficiaires et des coûts des importations. Cela souligne l'importance des politiques commerciales et de la concurrence pour atténuer les pressions inflationnistes. En revanche, le déficit commercial a été réduit, passant de 17,5 % du PIB en 2022 à



10,8 % en 2023, et le déficit du compte courant a également diminué de 8,6 % à 2,6 % du PIB au cours de la même période.

Face à des conditions de financement extérieur plus strictes, la Tunisie a intensifié son recours aux banques nationales et, plus récemment, à la Banque centrale pour soutenir son budget, augmentant ainsi les risques pour le système financier et réduisant les prêts disponibles pour le secteur privé.

« Malgré les défis actuels, la Tunisie a un potentiel important pour transformer et renforcer son économie. Des investissements stratégiques, notamment dans les énergies renouvelables, pourraient considérablement améliorer la résilience et la durabilité économiques de la Tunisie », a déclaré Alexandre Arrobbio, Représentant Résident de la Banque mondiale pour la Tunisie. Nous sommes déterminés à aider la Tunisie à exploiter ses abondantes ressources en énergies renouvelables. Le rapport offre des orientations précises pour stimuler la croissance et renforcer la stabilité. Développer ces sources d'énergie est essentiel pour réduire la dépendance aux importations, améliorer la situation

budgétaire, renforcer la sécurité énergétique et favoriser un avenir économique durable. »

Le rapport met en lumière les projets ambitieux de la Tunisie dans le domaine des énergies renouvelables, qui pourraient répondre à ses défis économiques et environnementaux. Le pays prévoit d'augmenter la part des énergies renouvelables dans son mix énergétique de 3 % à 35 % d'ici 2030. Actuellement, des projets de production financés par le secteur privé, totalisant 2 200 MW, devraient porter la part des énergies renouvelables à 17 % d'ici 2025. Le rapport souligne les bénéfices économiques substantiels d'une transition vers les énergies propres grâce à un programme ambitieux de décarbonation. L'investissement total nécessaire est estimé à 4,5 milliards de dollars d'ici 2030, principalement financé par le secteur privé avec les réglementations appropriées. L'un des projets phares de ce programme est l'interconnexion électrique entre la Tunisie et l'Italie (Elmed), visant à renforcer la résilience du système électrique tunisien et à en faire un exportateur net d'électricité, réduisant ainsi la dépendance aux importations de gaz naturel et améliorant la balance des paiements.



Saudi Awwal Bank

remporte le prix de la Meilleure Banque pour l'ESG pour la deuxième année consécutive : un engagement durable récompensé»

Saudi Awwal Bank (SAB), l'une des principales banques du Royaume d'Arabie Saoudite, a été récompensée pour la deuxième année consécutive par le prix « Meilleure Banque pour l'ESG » décerné par Euromoney. Cette distinction souligne l'engagement de « SAB » en matière de durabilité et de transparence dans ses rapports.

Cette reconnaissance s'inscrit dans les efforts continus de « SAB » pour adopter les meilleures pratiques du marché, tout en jouant un rôle clé dans les discussions sur la durabilité des entreprises dans le Royaume.

Commentant cette récompense, Tony Cripps, Directeur Général et CEO de SAB, a déclaré : « Nous sommes honorés de recevoir ce prix. Cela témoigne de nos efforts pour intégrer les principes ESG dans l'ensemble de nos opérations et processus décisionnels. »

Il a ajouté : « Ce prix est une preuve de notre

engagement en faveur d'une banque durable et de notre volonté de créer de la valeur à long terme pour nos parties prenantes. »

Les améliorations continues et les normes de haute performance de « SAB » ont également été reconnues par Global Finance, qui a décerné à la banque les prix de « Meilleure Banque en Arabie Saoudite » et de « Meilleur Fournisseur de Financement du Commerce en Arabie Saoudite ».

« SAB » a également été honorée par Euromoney avec le prix de la « Meilleure Banque pour la Banque Privée dans le Royaume ». Ces distinctions soulignent l'excellence des services de la banque, mettant en lumière sa capacité à répondre efficacement aux besoins évolutifs des entreprises du Royaume grâce à des solutions innovantes.

(source news room 2024 – Site officielle de la banque SAB)

Organisée par l'Union des Banques Arabes sous le patronage du président turc Recep Tayyip Erdoğan Sommet Bancaire Annuel Arabe International (IABS 2024) à Istanbul **La Turquie et le monde arabe s'engagent à renforcer la coopération financière**



Le Sommet Bancaire Annuel Arabe International 2024 à Istanbul, Turquie, s'est tenu sous le haut patronage du président turc Recep Tayyip Erdoğan et a été organisé par l'Union des Banques Arabes en collaboration avec la Banque Centrale de Turquie et l'Association des Banques de Turquie sur une durée de deux jours. Cet événement a consolidé les échanges et les liens entre les acteurs arabes et turcs, démontrant l'engagement de la Turquie et du monde arabe à renforcer leur coopération financière.

L'inauguration du sommet a réuni des personnalités telles que le ministre turc du Trésor et des Finances Mehmet Şimşek, la ministre d'État émiratie Maitha bint Salem Al Shamsi, le président de l'Union des Banques

Arabes Mohamed El-Etreby, le secrétaire général de l'Union Dr. Wissam Fattouh, le président de l'Autorité de Régulation et de Supervision Bancaire Şahap Kavcıoğlu, le président du Conseil d'Administration de la Banque Internationale de Développement Ziad Khalaf, Alpaslan Çakar, président de l'Association des Banques de Turquie, et Ahmed Galal, président du Conseil d'Administration de la Banque de Développement des Exportations d'Égypte.

La réunion a également été honorée par la présence de ministres des Finances et de l'Économie, de gouverneurs de banques centrales arabes, ainsi que d'organismes et d'institutions bancaires, financières et économiques régionales.



*le président de l'Union des Banques Arabes,
Mohamed El-Etreby*

Dans son discours, le président de l'Union des Banques Arabes, Mohamed El-Etreby, a souligné l'importance cruciale des relations de coopération économique avec la Turquie, pays membre du G20, et a mis en avant le rôle majeur de la Turquie en tant que producteur clé dans les chaînes d'approvisionnement internationales, représentant ainsi 1% des exportations mondiales. Lors du Sommet Bancaire Annuel Arabe International 2024 à Istanbul, le président de l'Union des Banques Arabes, Mohamed El-Etreby, a souligné la signification stratégique de ce choix, affirmant que la décision de tenir l'événement dans cette ville découle de la vision commune de favoriser la paix, la stabilité, la sécurité et le développement économique durable dans la région. Il a également mis en avant l'importance d'initiatives pour promouvoir l'intégration économique régionale et les échanges mutuels entre les nations.

Le ministre turc du Trésor et des Finances, Mehmet Şimşek, a mis en avant la nécessité de conclure des accords de libre-échange pour renforcer les relations entre la Turquie et les pays arabes. Il a souligné que la Turquie est ouverte à une coopération approfondie avec ses voisins arabes, mettant en avant les succès passés des accords d'union douanière avec l'Union européenne et les avantages mutuels qui en ont découlé, notamment dans le développement industriel.



*Le ministre turc du Trésor et des Finances,
Mehmet Şimşek*

Şimşek a également insisté sur le potentiel de partenariat entre la Turquie et le monde arabe dans divers domaines. Il a souligné la diversité économique de la Turquie et sa compétitivité dans la production, la valeur ajoutée et la technologie, la positionnant comme un pont entre l'Europe et l'Asie centrale. Il a également noté la richesse et la diversité des ressources dans les pays arabes, en particulier dans les pays du Golfe, soulignant que les économies complémentaires des deux régions offrent des opportunités significatives pour un partenariat mutuellement bénéfique.

Le président de l'Autorité de Régulation et de Supervision Bancaire, Şahap Kavcıoğlu, a souligné la robustesse croissante des liens entre la Turquie et le monde arabe, particulièrement renforcés dans les secteurs bancaire et financier.



Le président de l'Autorité de Régulation et de Supervision Bancaire, Şahap Kavcıoğlu

Il a exposé l'objectif central du sommet : renforcer la coopération entre les institutions financières turques et arabes.

Kavcıoğlu a mis en avant la solidité du secteur bancaire turc, mettant en évidence sa qualité d'actifs, sa structure de capital, sa liquidité et sa rentabilité. Il a souligné la résilience du secteur, qui a surmonté plusieurs défis pour devenir plus fort, se distinguant ainsi des autres économies émergentes par ses performances remarquables.

Le président de l'Autorité de Régulation et de Supervision Bancaire a également souligné l'importance des investissements dans la transformation numérique et les innovations technologiques, qui ont permis au secteur bancaire turc de gagner en efficacité et en flexibilité face aux difficultés économiques. Il a relevé que les banques opérant en Turquie ont une présence significative dans les pays arabes, soulignant ainsi l'ampleur de la coopération financière entre les deux régions.

Le président de l'Association des Banques Privées d'Irak, Wadih Al-Hanthal, a mis en avant la politique irakienne axée sur l'ouverture économique à tous les pays, visant à établir des relations économiques solides et à attirer les investissements étrangers pour développer les infrastructures.

Al-Hanthal a souligné le pic des relations bilatérales entre l'Irak et la Turquie, avec des échanges commerciaux ayant atteint 20 milliards de dollars l'année précédente. Il a également noté une coopération significative entre les entreprises irakiennes et turques dans la réalisation de projets stratégiques en Irak, mettant en avant l'importance de la récente visite du président turc Recep Tayyip Erdoğan en Irak pour renforcer ces liens.

En se concentrant sur le projet de route du développement irakien, Al-Hanthal a expliqué son impact transformateur sur le transport de marchandises entre l'Asie de l'Est et l'Europe. Il a souligné la réduction significative du temps de transport par rapport aux autres routes, entraînant des économies de coûts et un impact positif sur les prix finaux des marchandises. De plus, le projet devrait créer plus de 100 000 emplois directs grâce à l'établissement de grandes usines dans le pays.

Alpaslan Çakar, président de l'Association des Banques de Turquie, a souligné l'importance cruciale des relations bancaires entre le monde arabe et la Turquie, mettant en avant les nombreux moyens de coopération bancaire qui favorisent une collaboration accrue. Il a exprimé son appréciation pour les relations étroites et les échanges fructueux qui caractérisent les liens bancaires et économiques entre les deux régions.



Le président de l'Autorité de Régulation et de Supervision Bancaire, Şahap Kavcıoğlu



Alpaslan Çakar, président de l'Association des Banques de Turquie

Le secrétaire général de l'Union des Banques Arabes,
Dr. Wissam Fattouh:
Randa Sadek, personnalité bancaire arabe de l'année 2024



La cérémonie d'ouverture du Sommet Bancaire Annuel Arabe 2024 s'est clôturée par la remise du prix de « la personnalité bancaire arabe de l'année 2024 » à Randa Sadek, directrice générale exécutive de la Banque Arabe, par le secrétaire général de l'Union des Banques Arabes, Dr. Wissam Fattouh. Dr. Fattouh a rendu hommage à la remarquable carrière de Sadek, une figure éminente avec 38 ans d'expérience dans le secteur bancaire, soulignant son parcours remarquable depuis ses débuts en tant qu'analyste financier à la Banque Nationale du Koweït jusqu'à son poste actuel à la tête du groupe international. Il a également souligné sa reconnaissance continue en tant que l'une des personnalités les plus influentes du monde des affaires au Moyen-Orient.

Pour sceller leur partenariat solide et continu, l'Union des Banques Arabes et l'Association des Banques de Turquie ont échangé des récompenses lors d'une cérémonie symbolique intitulée « partenariat continu ».

Les séances du Sommet Bancaire Annuel Arabe 2024 à Istanbul

Les séances du sommet bancaire se sont étendues sur deux jours, couvrant quatre sessions clés : la «coopération économique stratégique araboturque dans le contexte des tensions géopolitiques mondiales», les «risques climatiques et la sécurité alimentaire», la «croissance économique mondiale et les conditions monétaires», ainsi que la «technologie financière et les services bancaires numériques».



Instantanés de l'audience officielle d'Arabe International (IABS 2024) à Istanbul



Vers un avenir durable :

La Conférence de l'UAB sur le Financement des ODD dans la Région Arabe , Palais des Nations , Geneve



La Conférence de l'UAB sur les défis du financement des Objectifs de Développement Durable (ODD) dans la région arabe, qui se tiendra au bureau des Nations Unies à Genève les 25 et 26 juin 2024, revêt une importance cruciale. Elle constitue une réponse urgente à la nécessité d'une action coordonnée pour surmonter les obstacles financiers entravant la réalisation des ODD d'ici 2030 dans la région.

Au cœur de cet événement se trouve un partenariat stratégique entre l'Union des Banques

Arabes (UAB) et la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie occidentale (CESAO), né de leur engagement commun lors du Sommet des ODD en septembre 2023 à New York. Ensemble, ces deux entités s'engagent à mobiliser les banques et institutions financières arabes pour intensifier leurs efforts de financement des ODD au cours de la prochaine décennie. Leur objectif est non seulement de renforcer le soutien financier, mais aussi de catalyser des progrès rapides vers la réalisation des ODD dans les 22 États arabes.



Dans l'agenda de cette conférence de haut niveau, plusieurs objectifs clés sont mis en avant :

1.Évaluation de l'état actuel du développement durable : La conférence offrira une plateforme pour une évaluation exhaustive de la situation du développement durable dans la région arabe. En examinant les cadres et initiatives existants, les parties prenantes pourront obtenir des informations précieuses sur les défis et opportunités à venir.

2. Identification des facteurs facilitant ou entravant les progrès des ODD : Comprendre les diverses dynamiques qui influencent les progrès des ODD est essentiel. À travers des discussions franches et des analyses d'experts, les participants exploreront les nombreux facteurs qui favorisent ou entravent l'avancement de la région vers ses objectifs de durabilité.

3. Discussion sur les réformes nécessaires : Reconnaisant la nécessité d'interventions stratégiques, la conférence encouragera le dialogue sur les réformes essentielles pour orienter les États arabes vers les objectifs 2030. Des ajustements politiques aux améliorations institutionnelles, les participants débattront des voies d'action concrètes pour réaliser un changement transformateur.

4. Exploration des rôles du secteur bancaire et financier : La conférence mettra en lumière le rôle

central des secteurs bancaire et financier dans la mise en œuvre des ODD, en présentant des stratégies innovantes et des meilleures pratiques. En capitalisant sur l'expertise et les ressources du secteur, les parties prenantes pourront mobiliser une force puissante pour le développement durable.

En attendant avec impatience cette rencontre importante, l'UAB reste déterminée à faciliter un dialogue significatif et à élaborer des plans d'action concrets. Avec la collaboration comme pierre angulaire, cette conférence représente une étape cruciale dans la poursuite collective d'une région arabe plus durable et prospère.

L'événement réunira des experts éminents de grandes organisations telles que la Banque européenne d'investissement (BEI), la CNUCED, l'ONUDI, le Fonds monétaire international et la CESAO. Leurs perspectives et leur expertise joueront un rôle crucial dans l'orientation des discussions et des résultats de la conférence. La participation de ces institutions de renommée mondiale enrichira considérablement les échanges, offrant une diversité d'approches et d'analyses pour aborder les défis complexes liés à la réalisation des ODD dans la région arabe. En collaborant avec ces acteurs clés, l'Union des Banques Arabes (UAB) vise à établir des stratégies plus robustes et inclusives pour mobiliser les ressources financières nécessaires à la concrétisation des ODD d'ici 2030.



CONFERENCE ON:
CHALLENGES
OF ACHIEVING
THE SUSTAINABLE
DEVELOPMENT
GOALS
SDGS

25 - 26 JUNE, 2024

ROOM XXIII - UN GENEVA
(PALAIS DES NATIONS)



C ONFÉRENCE BANCAIRE ARABE DE L'UNION DES BANQUES ARABES

Les Exigences du Développement Durable et le Rôle des Banques

Sous le Patronage du Gouverneur de la Banque Centrale du Qatar, Son Excellence Cheikh Bandar bin Mohammed bin Saoud Al Thani

À Doha, Qatar / 10 et 11 septembre 2024

Rejoignez le Dialogue Crucial sur le Développement Durable et le Secteur Financier dans la Région Arabe !

L'Union des Banques Arabes est fière de présenter un événement incontournable : le Forum Régional de Haut Niveau à Doha, au Qatar. Prévu pour les 10 et 11 septembre, cet événement réunira les principaux décideurs économiques et financiers arabes ainsi que des représentants éminents des banques et des institutions financières de la région.

Sous le patronage de Son Excellence Cheikh Bandar bin Mohammed bin Saoud Al Thani, Gouverneur de la Banque Centrale du Qatar, cette



conférence a pour objectif de mettre en lumière la réalité du développement durable dans la région arabe. Nous explorerons l'importance critique du secteur financier dans le financement de ces initiatives vitales pour l'avenir de notre région.

Au cœur des discussions, nous aborderons les moyens concrets d'améliorer le financement du développement dans la région, ainsi que des stratégies innovantes pour accroître les prêts bancaires destinés à soutenir les Objectifs de Développement Durable.

Ne manquez pas cette opportunité unique de contribuer activement à façonner un avenir plus durable pour la région arabe. Rejoignez-nous à Doha pour un échange de connaissances, d'idées et de meilleures pratiques !

Thèmes de la conférence

- Mettre en lumière la situation du développement durable dans la région arabe.
- Les défis du développement durable dans la région arabe.
- Le déficit de financement pour le développement durable dans la région arabe.
- Les stratégies de financement durable dans la région arabe.
- Comment augmenter le financement fourni par les banques, les institutions financières et les marchés pour le développement durable dans la région arabe.



KURDISTAN
International Islamic Bank
For Investment and Development
مصرف كوردستان الدولي الاسلامي
للاستثمار والتنمية



المصرف الذي يمكنك الوثوق به
The bank you can trust

ينطلق التوجه الاستراتيجي للمصرف من خلال طرح منتجات وخدمات مصرفية متوافقة مع احكام ومبادئ الشريعة الاسلامية وتلبي احتياجات جمهور المتعاملين معه وتساهم في التنمية الاقتصادية والاجتماعية

نبذة عن المصرف:

بتاريخ ٢٠٠٥/٣/١٣ تأسس مصرف كوردستان الدولي الاسلامي للاستثمار والتنمية كشركة مساهمة خاصة عراقية تمارس النشاطات المصرفية والاستثمارية والتمويلية بإشراف ورقابة البنك المركزي العراقي وبموجب القوانين والتشريعات المعتمدة في العراق ويلتزم المصرف في جميع اعماله وعملياته باحكام الصيرفة الاسلامية.

البنك العربي... بنك العام في الشرق الأوسط 2023

من مجلة ذا بانكر - لندن (The Banker)
(المملوكة لمجموعة فاينانشال تايمز المحدودة)



arabbank.com



البنك العربي
ARAB BANK



النجاح مسيرة